FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

(9422)

PROUDHON

SA CONCEPTION DU PROGRÈS ET SON ATTITUDE SOCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(POLITIQUE ÉCONOMIQUE)

Présentée et soutenue le jeudi 2 février 1922, à 3 h. 1/2

PAR

Michel RALEA

Président : M. Aug. DESCHAMPS, *professeur*
Suffragants : MM. A. SOUCHON, *professeur*
NOGARO, *chargé de cours*

PARIS
JOUVE & Cie, ÉDITEURS
15, Rue Racine, 15

1922

hbl, brtl
Storage1092
Proudhon :
3 9153 00517234 3

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PROUDHON

SA CONCEPTION DU PROGRÈS ET SON ATTITUDE SOCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(POLITIQUE ÉCONOMIQUE)

Présentée et soutenue le jeudi 2 février 1922, à 3 h. 1/2

PAR

Michel RALEA

Président : M. AUG. DESCHAMPS, *professeur*
Suffragants : MM. A. SOUCHON, *professeur*
NOGARO, *chargé de cours*

PARIS
JOUVE & Cie, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1922

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Œuvres de Proudhon

La meilleure édition est celle des œuvres complètes publiée en 1867-1870 par la librairie Lacroix, Verboeckhoven et Cie. On trouve des bibliographies assez complètes dans les ouvrages de Droz, Pirou, Puech, K. Diehl et Muelberger. En ce qui concerne notre travail il faut se rapporter surtout aux volumes suivants :

1. Idée générale de la Révolution au XIX^e^ siècle, 1851.
2. Philosophie du progrès (première lettre).
3. De la Justice dans la révolution et dans l'église, 6 vol., 1861.
4. La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat, édition Garnier 1852.
5. Les confessions d'un révolutionnaire, 1852.
6. La capacité politique des classes ouvrières, 1865.
7. Mélanges, 1861.
8. De la création de l'ordre dans l'humanité, 1859.
9. La guerre et la paix, 1861.
10. Correspondance, 5 vol.

II. — Ouvrages sur l'idée de révolution chez Proudhon et sur son attitude sociale

1. *Bourgin* (*H.*). — Proudhon, Bibl. socialiste, 1901.
2. *Bouglé* (*C.*). — La sociologie de Proudhon, 1912.

3. *Bernstein* (*E.*). — Proudhon publié dans « Die Zeit », 14 janvier 1899.
4. *Bourguin* (*M.*). — Des rapports entre Proudhon et K. Marx dans « Revue d'Economie politique », 1893.
5. *Berthod*. — L'attitude sociale de Proudhon dans le Bulletin d'histoire de la Révolution de 1848, 1909.
6. *Desjardins* (*A.*). — P. J. Proudhon, sa vie et ses œuvres, 2 vol., 1896.
7. *Diehl* (*K.*). — P.-J. Proudhon. Seine Lehre und sein Leben, 3 vol. Iena. Fischer Verlag, 1888-1896.
8. *Droz* (*E.*). — P.-J. Proudhon, 1809-1865.
9. *Faguet* (*E.*). — Politiques et moralistes, III[e] série, article Proudhon.
10. *Fournière* (*E.*). — Les théories socialistes au XIX[e] siècle. De Babeuf à Proudhon, 1904.
11. *Menger* (*E.*). — Du droit au produit intégral du travail, 1900 (Proudhon, p. 100).
12. *Michel* (*H.*). L'idée de l'Etat, 1896.
13. *Muelberger* (*A.*). — Proudhon. Leben und Werke. Stuttgart, 1899.
14. *Puech*. — Le proudhonisme dans l'association internationale des Travailleurs. Thèse droit, 1907.
15. *Pirou* (*G.*). — Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire. Thèse droit, 1910.
16. — Proudhon et notre temps, article Proudhonisme et marxisme ; aussi : Les interprétations récentes de la pensée de Proudhon dans la Revue d'histoire des doctrines écon. et sociales, 1912.
17. *Pareto*. — Systèmes Socialistes, 2 vol. Giard et Brière.
18. *Rappoport* (*Gh.*). — P.-J. Proudhon et le socialisme scientifique, 1809-1909. Edition du socialisme. A comparer avec K. Marx : Misère de la philosophie.
19. *Rambaud* (*J.*). — Histoire des doctrines économiques, p. 620.

20. *Rist et Gide.* — Histoire des doctrines économiques, chap. Proudhon, éd. 1921.
21. *Sorel(G.).*— Essaisur la philosophie de Proudhon (Revue philosophique, 1892, t. 33-34, p. 622).
22. *Turgeon.* — Essai sur la conception de l'histoire et du progrès d'après Proudhon. Revue d'économie pol., 1915, p. 337.

III. — Vie et tempérament de Proudhon en rapport avec son attitude sociale

1. *Diehl.* (*K.*) — Proudhon (cité plus haut).
2. *Faguet.* — Proudhon dans Politiques et moralistes, 3e série.
3. *Droz.* — Proudhon.
4. *Sainte-Beuve.* — P.-J. Proudhon, sa vie et sa correspondance. Paris, 1873.

IV. — Histoire des faits et du mouvement social au temps de Proudhon

1. *Fournière* (*E.*).— Le règne de Louis-Philippe (dans l'histoire socialiste de Jaurès).
2. *Grün.* (*K.*).—Die soziale Bewegüng in Belgien und Frankreich. Darmstadt, 1845.
3. *Levasseur* (*E.*).—Histoire des classes ouvrières en France de 1789 à 1870, 2 vol.
4. *Marx* (*K.*). — La lutte des classes en France.
5. *Renard* (*G.*). — La république de 1848 (dans l'Histoire socialiste de Jaurès).
6. *Seignobos.* — Histoire politique du XIXe siècle.
7. *Stein*(*L.*).—Geschichte der sozialen Bewegüng in Frankreich, 3 vol. Leipzig, 1858.

8. *Sombart* (W.). — Sozialismus und soziale bewegung, édition 1920, entièrement modifiée et complétée.
9. *Thomas* (*A.*). — Le second Empire (dans l'Histoire socialiste de Jaurès.)
10. *Villerme.* — Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie, 1841.
11. *Weill.* — Histoire du mouvement social en France, 1852-1902. Paris, 1904.
12. *Tougan-Baranoswki.*—L'évolution historique du socialisme, 1912.

PROUDHON

SA CONCEPTION DU PROGRÈS ET SON ATTITUDE SOCIALE

INTRODUCTION

On a l'habitude d'appeler « utopique » le socialisme d'avant Karl Marx. Et ceci pour deux raisons : la première, c'est qu'au lieu de s'inspirer du mouvement social de leur temps, ces socialistes construisaient, selon les caprices de leur imagination ou selon les lois de la logique, des sociétés idéales arrangées à leur goût.

Mais l'imagination variait, d'après le tempérament personnel de chaque auteur, de sorte qu'il était tout naturel que ces sociétés ne se ressemblassent point entre elles.

La seconde raison est dans le caractère de la tactique préconisée par ces auteurs et dans leur attitude sociale.

Tous, Saint-Simon, Fourrier, Pecqueur, Cabet, à la seule exception de Babeuf, croyaient à la possibilité de réaliser leurs rêves par une propagande pacifique. Ces socialistes voulaient convaincre la classe

supérieure, de la nécessité d'une réforme ; en vertu de laquelle, cette même classe, abandonnerait, de son plein gré, les privilèges dont elle jouissait depuis des siècles, au prolétariat.

D'autres, Fourrier, Considerant ou Cabet, voulaient encore expérimenter d'abord « en petit » cette association modèle, qui, une fois reconnue utile et nécessaire, prendrait une grande extension, transformant petit à petit la société.

Tous avaient, cependant, ceci de commun : ils préconisaient des moyens pacifiques. La violence de même que l'insurrection leur répugnaient.

Ils ne participent jamais aux révolutions bourgeoises et le déclare même dans toutes leurs œuvres.

En 1830, les Saint-Simoniens restent à côté de la révolution. Accusés, quelques années plus tard d'avoir provoqué l'insurrection de Lyon, ils prouvent ultérieurement n'y avoir pris aucune part.

On peut dire qu'à cette époque le républicanisme bourgeois était beaucoup plus avancé. Un peu plus tard lorsque K. Marx eut lancé son « Manifeste communiste » l'attitude du prolétariat changea. La politique révolutionnaire commence avec les premières organisations ouvrières. La lutte de classe devient l'objectif réaliste de la politique socialiste. Les utopistes sont méprisés pour leur timidité et pour l'inefficacité de leurs doctrines.

Entre la politique de Marx et celle de ses prédéces-

seurs les utopistes, on a l'habitude d'interposer un écrivain socialiste intermédiaire, qui ferait la transition des uns à l'autre. Cet écrivain c'est Proudhon.

Il est le premier à employer le mot de révolution.

Il en fait même le titre d'un de ses principaux ouvrages. En parlant de lui il dit : « Je me regarde comme l'expression la plus vraie de la révolution. » Il prévoit et attend cette révolution.

Le problème que nous nous proposons d'étudier est le suivant : Proudhon est-il réellement un révolutionnaire ? Est-il plus près de Marx ou bien re rapproche-t-il des utopistes ? En d'autres termes, quelle est son attitude sociale et quelle est l'idée générale sous l'influence de laquelle cette attitude se forme ? La réponse n'est pas facile. Beaucoup de textes contradictoires peuvent venir à l'appui de l'une ou de l'autre hypothèse. Il n'est point aisé de mettre de l'ordre dans une œuvre aussi vaste.

Ce serait un lien commun de dire que l'œuvre de Proudhon, ce génie populaire, ce déraciné au tempérament combatif et infatigable, est pleine de contradictions, de non-sens, de répétitions et d'obscurités. Manquant d'unité et de logique dans sa doctrine, il est encore plus changeant et plus instable dans son attitude sociale.

Révolutionnaire, ennemi juré de la bourgeoisie, il fait aux prolétaires les plus sévères reproches ; ou, admirateur de la classe moyenne et même de la bour-

geoisie, il n'oublie pas de se déclarer quand même l'ami de la classe ouvrière. Il attend avec impatience la révolution et, quand celle-ci se déclare en 1848 il reste isolé dans un parlement où tous ses camarades le dédaignaient à cause de ses manières arrogantes et paradoxales ; la crainte d'une arrestation l'oblige à se réfugier ensuite en Belgique et de rester ainsi à côté d'une révolution qu'il avait tant désirée et dans laquelle il aurait pu jouer un rôle prépondérant.

En 1865 paraît *la Capacité politique des classes ouvrières*, dans laquelle il expose un programme de propagande socialiste révolutionnaire, tandis qu'auparavant il recommandait aux amis qui devaient parler en son nom, à « l'internationale » de Genève, une politique conciliante, positive et organisatrice. Désorienté dans sa doctrine, il paraît nécessairement absurde et contradictoire dans la pratique. Telle est la première impression que produit cette étrange personnalité.

Néanmoins, à la suite d'une analyse plus profonde, et mieux familiarisé avec la doctrine de Proudhon, on se rend compte qu'un grand nombre de ces formules sonores, ce verbalisme, cette manie vaniteuse de vouloir étonner par des paradoxes et des injures de pamphlétaire, cachaient au fond une doctrine assez une.

Le présent travail est un effort destiné à mettre de l'ordre tant dans ses théories que dans son atti-

tude sociale, montrant que l'une est la conséquence des autres, que ses actes ne sont pas autre chose que le reflet de ses convictions, c'est-à-dire que la philosophie de Proudhon a influencé sa politique de militant. Or si nous cherchons dans l'œuvre de Proudhon quelle est sa conception la plus générale de laquelle dérive toutes les autres, nous voyons facilement que c'est celle de « *progrès* ». Tous les utopistes l'avaient avant lui, et on l'a retrouvé également au XVIII^e^ siècle chez Condorcet ou chez Turgot. Influencé par cette idée de progrès, Proudhon ne s'éloigne pas trop de ses prédécesseurs.

Son révolutionnarisme n'est qu'apparent, car derrière lui surgit le réformiste prudent qu'était Proudhon.

Mais avant de voir quelle est son idée du progrès et son attitude sociale de même que ses idées sur la révolution, nous étudierons dans un premier chapitre les différentes façons sous lesquelles on a interprété l'attitude sociale de Proudhon.

CHAPITRE PREMIER

Différentes interprétations de l'œuvre de Proudhon

Il est tout naturel pour une doctrine d'être interprétée de différentes manières après la mort de son auteur. En particulier les doctrines qui se prêtent à des applications politiques, comme par exemple celle des socialistes donnent-elles naissance à d'éternelles discussions quant à l'attitude de leur auteur. Prenons par exemple Marx. Les orthodoxes avec Kautsky ou Guesde, les réformistes tels que Jaurès ou Bernstein, les syndicalistes comme Sorel, les bolchevistes Lenine ou Trotzky, les anarchistes avec Kropotkine, tous se proclament les disciples authentiques du grand maître. Chacun prétend que seul le courant qu'il représente est le vrai et ce qui ne manque pas d'intérêt c'est que chacun peut invoquer des textes à l'appui de ses affirmations, textes, qui pour la plupart sont assez clairs et concluants. Et néanmoins Marx est un penseur et un militant conséquent, sa doctrine est parfaitement systématique, elle l'est même à tel point qu'il en vient quelquefois

à des affirmations un peu forcées rien que pour sauvegarder la conséquence logique de ses promesses. Que faut-il penser alors de la doctrine d'un Proudhon, doctrine pleine de contradictions, d'antynomies parmi lesquelles un esprit épris d'unité s'égare, tandis que celui qui désirera démontrer n'importe quelle thèse, y trouvera toujours un texte à citer. Son attitude comme militant socialiste, de même que celle qu'il a eue devant les graves problèmes des classes ouvrières, qui commençaient à se poser, son « désir de sauver », furent surtout interprétés de la façon la plus contradictoire.

A commencer par Proudhon lui-même qui s'attribue le titre de révolutionnaire, en continuant avec Marx qui l'appelait « petit bourgeois » ou « petit épicier » ou avec d'autres qui l'identifiaient à Marx, pour sa découverte du matérialisme historique, ou bien avec les réformistes solidaristes (1), ou bien encore les syndicalistes révolutionnaires Ed. Berth ou G. Sorel, qui veulent en faire le précurseur de leur doctrine, la lutte pour décerner à Proudhon sa place définitive dans l'histoire du socialisme, est faite d'innombrables opinions et interprétations. On trouve l'explication dans son tempérament et dans les vicissitudes de sa carrière. Fils de paysan, déraciné de

1. G. Pirou, *les Interprétations récentes de la pensée* dans la *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, vol. 5, p. 133.

son milieu, embrassant durant sa vie différentes carrières, autodidacte, assimilant d'une façon vertigineuse les connaissances les plus variées, il est attiré par toutes les doctrines qu'il s'efforce de comprendre pour les quitter aussitôt. On la trouve encore dans le caractère hégélien de sa méthode. Influencé par le philosophe allemand, par l'intermédiaire de Karl Grünn, avec lequel il était en étroite amitié, Proudhon considère l'histoire comme une œuvre de la raison, dont l'évolution est déterminée par deux thèses contradictoires qui tendent à s'absorber en une troisième qui en serait la synthèse finale. Cependant à travers toutes les vicissitudes de la politique, une idée maîtresse influence la conduite de tout militant. Trouver l'idée, en même temps la plus générale et la plus intime, celle qui comprenne et qui explique les autres idées plus secondaires ; la plus étroitement liée à la personnalité du grand mutuelliste, pour pouvoir ensuite expliquer toutes celles qui en dérivent, voilà la tâche que nous avons assumée dans la présente étude.

Au contraire, tous les interprètes de la doctrine proudhonnienne poursuivent un seul moment, un seul côté de son esprit. Ils négligent la physionomie générale, intégrale de cette œuvre. C'est pourquoi ils apparaissent complètement opposés entre eux. Avant de présenter « l'idée maîtresse » qui nous donne la clef du problème de son attitude sociale,

passons en revue les quelques opinions émises sur la conduite politique et sociale de Proudhon. Malgré leur diversité nous pouvons les grouper en deux catégories :

a) De Marx(1) à Ch. Rappoport (2) y compris les autres orthodoxes marxistes, tous veulent faire de Proudhon un petit bourgeois réactionnaire. Les épithèses les plus violentes sont adressées par Marx à Proudhon : « petit épicier » « bavard » « charlatan ». Jusqu'à une certaine époque en bonnes relations, plus ou moins amis vers 1844, lors du voyage de Marx en France (logé chez Proudhon à Besançon), ils passaient les nuits à discuter philosophie et économie politique, Marx l'initiant aux mystères de l'hégélianisme (3). Leurs relations peu à peu se refroidirent. Marx dénonce les sympathies de Proudhon pour la petite bourgeoisie, le manque de courage de ses réformes qui ne vont jamais qu'à mi-chemin. En premier lieu, Proudhon est accusé de faire des concessions sur la question de la propriété et de la socialisation. En outre Marx lui reproche son emphase, son manque de sincérité et sa manie de se

1. Marx, *Misère de la philosophie* et *Lettre au Zozialdemocrate*, janvier 1865.

2. Rapport *Proudhon*.

3. M. Bourguin, *Relations entre Proudhon et Marx* dans *Revue écon. politique*, 1893, p. 177-178. A cette époque Marx écrivait : « Proudhon soumet la base de l'économie politique, la propriété à un examen critique et c'est vraiment le premier examen décisif rigoureux et scientifique qui révolutionne l'économie politique. »

payer de mots, au lieu de citer des idées ou des faits. Ce qui fâche Marx c'est « cet insupportable bavardage sur un ton de crieur public, un jargon spéculatif pompeux et déclamatoire (1). Enfin, ce que le socialiste ne lui pardonne pas, c'est la sympathie qu'il témoigne à la bourgeoisie, à laquelle il rend hommage dans la préface de son livre sur « l'Idée générale de la révolution au XIX^e^ siècle » et surtout la légèreté qu'il manifeste à l'égard du prolétariat : il ne le reconnaît pas capable d'entreprendre une révolution. Au sujet de toute entreprise révolutionnaire, Proudhon est contre la violence, sous toutes ses manifestations, contre l'insurrection, contre le droit de grève et de coalition (2).

Loin d'essayer de refuter, pour le moment, cette thèse, entreprise que nous tenterons plus loin, nous pouvons néanmoins nous poser la question de savoir si Proudhon est réellement ce réformiste petit bourgeois.

Si les premières œuvres s'inspirent d'un esprit pacifique et conciliant, en revanche, d'autres, publiées ultérieurement, préconisent l'avènement de

1. « M. Proudhon veut planer en homme de science, au-dessus des bourgeois et des prolétaires. Il n'est qu'un petit bourgeois balloté constamment entre le capital et le travail, entre l'économie politique et le communisme. *Misère de la philosophie*, p. 120. Cf. *Lettre au Zozialdemocrate*, janvier, 1865.

2. A côté de Marx, Desjardins *(Proudhon, sa vie et son œuvre)* et Barrès ont essayé récemment de faire de Proudhon un traditionnaliste. Voir Pirou, art. cit., p. 108.

la « révolution », qu'ils croyaient voir se réaliser incessamment. Il est vrai que ses aptitudes sont celles d'un modéré, cependant son style et ses expressions atteignent quelquefois le caractère instigateur et subversif. En ce qui concerne la conception qu'il se fait de la lutte des classes, si dans les premiers volumes, elle n'est pas trop évidente, en revanche, dans son ouvrage posthume sur « La capacité politique des classes ouvrières », il fait preuve d'une conception plus claire sur le prolétariat et ses destinées. Il montre que l'organisation économique et sociale présente, est en fonction directe de cette classe qui mériterait un autre sort.

b) Exactement opposé à cette interprétation se trouve être celle présentée par les syndicalistes révolutionnaires, MM. Sorel ou Berth (1).

A leur avis, les syndicalistes qui affirment la grève générale ou le droit à la violence et l'avantage de la révolution comme but en soi, ne seraient que les disciples de Proudhon (2).

D'après ces derniers il aurait une conception de la révolution très approchée de la leur. Proudhon, contrairement à Marx, aurait affirmé la possibilité de la révolution uniquement par la volonté du prolétariat.

1. Ed. Berth, *les Nouveaux aspects du socialisme* ; G. Sorel, *Réflexions sur la violence.*

2. Grifuelhes, *l'Action syndicaliste*, p. 3, affirme que le syndicalisme ne serait ni marxiste ni proudhoniste, mais une conséquence directe de la pratique ouvrière.

Elle serait un idéal facilement réalisable si le prolétariat ne se décidait à la faire, indépendamment des considérations objectives qui pour Marx en faisaient la condition primordiale. Ainsi le fondateur du mutuellisme ne serait qu'un révolutionnaire, accompli, supérieur à Marx en intransigeance et en courage. La question sociale serait, d'après lui résolue par un changement brusque, catastrophique. En attendant il prêchait une lutte acharnée de classe, invitant le prolétariat à être prêt au combat (1).

Cette conception tout aussi tranchante, que celle mentionnée ci-dessus, est aussi exagérée et tout aussi contraire à la réalité.

Comme il le sera montré plus loin, Proudhon exige la conciliation des classes. Ses sympathies n'allaient pas exclusivement vers le prolétariat, mais vers tous ceux qu'il désignait sous la dénomination de « classe moyenne ».

Son idéal, c'est l'absorbtion des classes capitaliste et ouvrière dans la classe moyenne : ce serait le régime de la société future (2). La révolution qu'il rêvait serait lente, effectuée par le processus inconscient de la transformation des sociétés.

Une insurrection brutale serait contraire aux ensei-

1. G. Pirou, *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*. Concl. p. 391.
2. G. Pirou, art. cité, p. 156.

gnements de l'histoire qui nous montrent que la société ne fait pas de sauts brusques (1).

Ceci prouve que cette conception sur l'attitude sociale de Proudhon est également exagérée, s'inspirant de textes et de moments différents de son œuvre. Or nous avons vu à quel point elle est complexe et contradictoire.

Ce qui importe ce serait uniquement, comme nous l'avons déjà soutenu, de pouvoir dégager l'idée maîtresse de toute sa doctrine.

A notre avis, nous croyons avoir trouvé cette idée, dans la notion de *progrès*. De cette idée dérivent toutes les idées secondaires de Proudhon ; autour d'elle se groupent les autres détails ; elle crée l'atmosphère, que le grand mutuelliste a gardé durant toute sa vie.

1. D'ailleurs il ressort, d'après le rôle joué par les Proudhonistes aux Congrès de l'International de Genève, Bruxelles et Lausane, qu'ils ont toujours soutenu, contre les blanquistes, et marxistes une politique conciliatrice. Voir à ce sujet Peuch, *le Proudhonisme dans l'intern. des ouvriers*, 1907.

CHAPITRE II

L'idée de progrès dans l'œuvre de Proudhon

« Ce qui domine dans toutes mes études ce qui en fait le principe et la fin, le sommet et la base, la raison en un mot ; ce qui donne la clef de toutes mes controverses, de toutes mes disquisitions, de tous mes écarts ; ce qui constitue mon originalité comme penseur si je puis m'en attribuer quelqu'une, c'est que j'affirme résolument, irrévocablement en tout et partout le *progrès*, et que je nie non moins résolument en tout et partout l'absolu (1). »

De la bouche de l'auteur, nous voyons ce qui le préoccupe en premier lieu. Cette confession devient encore plus précieuse quand nous la vérifions par son œuvre et quand par une analyse objective nous arrivons à la conclusion qu'elle était fondée. Un

1. *Philosophie du progrès*, p. 16. Autre part il écrit : « Vous me connaîtrez alors *intus et incute*, tel que je suis, tel que j'ai été toute ma vie et que je me retrouverait dans mille ans si je devais vivre mille ans : l'homme dont la pensée avance toujours. Et à quelque moment de ma carrière que vous me saisissiez, à quelque conclusion que vous deviez arriver envers moi, vous aurez toujours, soit à m'absoudre au nom du progrès, soit à me condamner au nom de l'absolu. » *Ibid.*, p. 19.

auteur, quoique cela arrive assez rarement, peut néanmoins se tromper sur les tendances directrices de son œuvre.

Ce n'est pas le cas de Proudhon. Un observateur impartial trouvera dans son œuvre toutes les indications relatées ci-dessus. Si en plus de cela nous retrouvons ces idées dans la mentalité du siècle, alors le doute n'est plus permis.

Dans le même passage cité plus haut, nous voyons Proudhon prétendre, non seulement que l'idée de progrès serait la base de son œuvre, mais encore qu'elle en constituerait son originalité. Cette affirmation est peut-être un peu trop définitive, car, en effet, si la seule originalité n'était que cela, alors elle se réduirait à bien peu. Au fond, l'idée de progrès c'est une invention du XVIIIe siècle. Tous les penseurs, en commençant par les encyclopédistes ; Voitaire, Turgot, Mably, Morelly et jusqu'à Condorcet en ont fait la base de leur philosophie sociale. Proudhon le savait, car il en parle, dans le même livre, un peu plus loin, dans une note où il fait un bref historique de cette idée (1).

Tout ce qu'on peut dire c'est qu'il est l'adepte fervent d'un mouvement d'idées commencé bien avant lui et qui le préoccupe à tel point qu'on trouve dans ses livres des citations extraites d'œuvres d'auteurs

1. *Philos. du progrès*, p. 17.

partisans de la doctrine du progrès : Lessing, Condorcet, A. Comte, Saint-Simon.

Ses lectures préférées dans les commencements de la formation de son esprit philosophique, paraissent être celles de ces auteurs (1).

Tous les penseurs autour de lui posaient comme postulat cette idée. Fourier, par exemple part d'une philosophie de l'histoire qui contiendrait plusieurs phases progressives : édénisme, sauvagerie, patriarcat, barbarie, civilisation, garantisme et harmonie (2).

Aug. Comte, de même, divisait l'histoire en trois étapes : religieuse, métaphysique, positive. Pierre Leroux rajeunit le dogme de la métempsychose grâce à la même idée et Buchez « a cru trouver le dernier mot du catholicisme » (3). Mais l'écrivain qui a le plus influencé Proudhon et pour lequel celui-ci a toujours témoigné une admiration sans mélange fut Saint-Simon (non les Saint-Simoniens) auquel il emprunte nombre de ses idées, celle par exemple de la suppression du gouvernement politique et l'organisation industrielle de la société. Or Saint-Simon est un disciple direct de Condorcet, il propage partout l'idée de progrès et divise également l'histoire

1. E. Faguet, *Proudhon dans « Politiques et moralistes »*, vol. III, et E. Droz, *Proudhon*.
2. Cité par Proudhon, *Philos. du progrès*, p. 17.
3. *Ibid*, même page.

en trois phases successives : théocratie féodalité et industrie.

En outre il est initié par Marx et Grünn à la doctrine de Hegel, pour laquelle il professe une grande admiration et qui de son côté était imbu de philosophie de l'histoire qu'il conçoit comme un perpétuel devenir, comme une lutte incessante entre la thèse et l'antithèse. Ainsi, loin de constituer l'originalité de Proudhon, nous voyons cette conception planer dans l'atmosphère du siècle. Elle s'impose comme un dogme universel. On la sent dans l'air, elle est une propriété commune à tous sans être le patrimoine de personne. Chacun lui imprime son cachet personnel, sans pour cela atteindre à son principe.

Cela ne veut cependant nullement dire que l'idée de progrès ne soit la principale préoccupation de Proudhon. Au-dessus de ses contradictions il est l'homme de son siècle.

Qu'est-ce qu'il entend par *Progrès ?* Il nous le dit souvent d'une façon assez claire. Il se le représente comme une méthode générale de concevoir l'histoire (1).

1. « Le progrès dans l'acception la plus pure du mot, c'est-à dire la moins empirique, est le mouvement de l'idée *processus*, mouvement inné, spontané, essentiel, incoercible et indestructible, qui est à l'esprit ce que la pesanteur est à la matière. D'où il suit que l'essence de l'esprit étant le mouvement, la vérité, c'est-à-dire la réalité, aussi bien dans la nature que dans la civilisation est essentiellement *historique*, sujette à progressions, conversions, évolutions et métamorphoses. Il n'y a de fixe

D'accord en cela avec Saint-Simon, Fourier, Pierre Leroux et Hegel, il ne croit pas à l'immobilité. L'histoire est un perpétuel devenir.

Il n'y a rien d'absolu, rien d'éternel. Tout se transforme, chaque moment amenant un perfectionnement, une amplification.

Pareille à la raison, qui admet un continuel perfectionnement, l'histoire « qui n'est qu'un long raisonnement », amène un progrès certain.

Fort de ces conceptions, Proudhon trouve que l'histoire, comme la nature « est une certaine évolution, une histoire ou, comme je l'ai appelée quelque part, *une série* » (1). Mais alors quel serait le but vers lequel tendrait l'histoire ? Les transformations auxquelles nous assistons dans le présent ou bien celles que nous constatons dans le passé ne s'effectuent ni

et d'éternel que les lois mêmes du mouvement, dont l'étude forme l'objet de la logique et des mathématiques (*Philosophie du progrès*, p. 19) ou bien; « le progrès encore une fois c'est l'affirmation du mouvement universel, par conséquent la négation de toute forme ou formule immuable, de toute doctrine d'éternité, d'inamovibilité, d'impeccabilité, etc., appliquée à quelque être que se soit, de tout ordre permanent sans excepter celui même de l'univers de tout sujet ou objet empirique ou transcendental qui ne change point (p. 20). » Telle est donc mon idée, la règle de notre conduite et de nos jugements c'est qu'il est à l'existence, à la vérité et au bien des degrés et que le mieux n'est autre chose que la marche régulière de l'être, l'accord entre un plus grand nombre de termes, tandis que le néant est adéquat à l'unité pur et à l'immobilisme », p. 24. Voir Pirou, *op. cit.*, 257 et Turgeon. *Essai sur la concep. de l'hist. et du progrès chez Proudhon.* Dans *Rev. d'éc. pol.*, 1915.

1. *Philosophie de progrès*, p. 31.

vite, ni en dehors des lois de la logique. Au contraire elles ont une direction précise ; le procès de l'histoire se réduirait donc à un procès de pure logique.

L'évolution des sociétés, comme celle de la nature, tend nécessairement vers l'affirmation de quelques idées essentielles et le progrès consiste en la réalisation des idées de *justice* et de *liberté*.

C'est dans ces affirmations que l'on voit le mieux l'étroite parenté qui unit Proudhon aux penseurs du XVIII[e] siècle. Ceux-ci mesuraient le progrès en général d'après le progrès de la raison et des lumières. Comme eux Proudhon est un rationnaliste (1). Le progrès consiste pour lui dans la réalisation de la liberté et de la justice. Mais en quoi consiste la liberté ?

Inspiré des économistes, de Sismondi comme d'Adam Smith, Proudhon leur emprunté leur notion de liberté. Il lui a voué un culte. Son esprit exubérant, entrevoyait la réalisation de cette notion, à tel point même qu'il voulait jusqu'à la destruction du pouvoir politique. Son anarchisme est jusqu'à un certain point l'hypertrophie de son libéralisme. Dans la nature comme dans l'histoire il ne voit que des

1. G. Pirou. *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*, p. 248. La foi en la raison est l'assise fondamentale de toute l'œuvre de Proudhon. Sans elle on ne pourrait comprendre l'importance qu'il donne à l'idée de justice et l'espoir qu'il garde malgré de passagères déceptions en son triomphe définitif.

manifestations de la liberté. S'il accorde quelques faveurs au déterminisme en affirmant que « tous les êtres, tous les phénomènes sont enchaînés les uns aux autres par un ensemble de lois résultant de leurs propriétés, ensemble que j'ai nommé fatalité et nécessité (1) ; il revient sur ce qu'il a dit, en soutenant que la liberté peut affranchir l'homme de ce joug qui asservit la nature humaine. Proudhon croit au libre arbitre. La connaissance du bien et du mal nous laisse une grande marge de libre décision, de « défalalisation ». S'il était vrai que la matière inanimée ne nous laissât aucune liberté, alors ce serait la dégradation de l'humanité qui ne serait plus qu'un « bilboquet de la matière » (2). Il n'y a pas de science d'où la liberté se dégage mieux que de l'économie politique. Proudhon est enchanté de découvrir enfin cette science, qui puisse consacrer ce qu'il croit être le plus précieux ». Il est consolant après avoir fondé la moralité des actions humaines sur la liberté, de la voir sanctionnée, par une science pour ainsi dire semi-matérielle et qui dans les faits, ne recherche jamais l'intention ».

Fidèle à cette croyance de même que les économistes libéraux, Proudhon est un fervent partisan du

1. *Contradictions économiques*. Vol. I, p. 375.

2. *De la justice dans l'église et dans la révolution*, 8e étude Conscience et liberté.

3. *De la création de l'ordre dans l'humanité*, nos 443 et 421. Prévost. Paris, 1843.

libre échange et de l'idée de contrat. Il condamne l'organisation politique et en demande une industrielle. En 1848 il adresse aux électeurs de la Seine les paroles suivantes : « La liberté voilà tout mon système : liberté de conscience; liberté de la presse, liberté du travail, liberté du commerce, de l'enseignement, libre concurrence, libre disposition des fruits de son travail, liberté à l'infini, liberté absolue, la liberté partout et toujours ».

Plus tard il se rend compte que cet abus de la liberté peut avoir des inconvénients. Illimitée elle peut dégénérer en un pouvoir de domination, en un égoïsme qui ne connaisse pas de marge.

Le seuil que cette notion ne doit raisonnablement pas dépasser est indiqué par l'idée de justice. Cette notion préexiste même à la notion de liberté. Ensemble, elles réalisent le véritable progrès, tandis que séparées l'une de l'autre, elles peuvent être la source de graves inconvénients. Le devoir des hommes est de veiller à l'accomplissement de cet accord (1). La réalisation de la justice, voilà la seconde des deux principales tâches de la société. « Science et conscience de la justice, voilà ce qui nous manque et dont la privation nous fait lentement, ignominieusement mourir (2). »

1. *La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*. IX[e] Etude. Progrès et Décadence.

2. *Ibid.*, t. I, p. 7, 8 et 12; t. III, p. 45.

Mais en quoi consiste la justice ? Il l'a distingue de la charité et de la sympathie, qui ne seraient, à son avis, que des penchants sentimentaux et vagues. La sympathie et la charité ne seraient que des instincts « qu'il est utile et louable de cultiver, mais qui par eux-mêmes loin d'engendrer le respect de la dignité dans l'ennemi, que commande la justice, l'exclut énergiquement (1). »

Il ne la confond pas non plus avec l'utilité, qui faisait l'objet de la morale de Bentham. Il ne croit pas que l'intérêt individuel, identifié à l'intérêt collectif, puisse être un stimulant capable d'éveiller le sentiment de Justice. « Droit et intérêt sont deux choses aussi radicalement distinctes que paillardise et mariage (2). »

Si la justice n'est ni sympathie, ni charité, ni utilité, alors qu'est-elle ? Pour Proudhon elle est l'expression du sentiment égalitaire : « La justice, c'est la reconnaissance en autrui d'une personnalité égale à la nôtre », ou autre part : « La justice c'est la reconnaissance à autrui d'une originalité égale à la nôtre (3). » Dans cette définition très ressemblante à celle de Kant, qui demande que l'on considère son prochain comme une fin et non pas comme un moyen, Proudhon réunit en un même concept la liberté et la

1. *Ibid.*, t. I, p. 2, 79 et 83.
2. *Justice*, t. VI, p. 61.
3. *Justice*, t. III, p. 227.

justice. Car en effet la justice n'est-elle pas la liberté accordée à autrui, le respect accordé à sa dignité personnelle ?

Source de liberté et d'égalité, la justice est à la base des Sociétés.

Elle rend la cohésion sociale possible. Un besoin de solidarité est nécessaire au-dessus de la loi de l'égoïsme : *homo, homini lupus*. Une force d'attraction inter-individuelle est indispensable à tout rapport social. Et cette force c'est la justice : « plus forte que l'intérêt, que les mœurs, et qui agissant sur les hommes les pousse à l'association ». Proudhon fait de la justice l'origine des sociétés humaines. Dans son enthousiasme il déclare que « la justice est la raison dernière et première de l'univers (1) ». En tous les cas, la loi générale des sociétés est celle de l'égalité parmi les hommes. Il résulte donc que l'inégalité que nous constatons dans les sociétés est un phénomène accidentel et passager, une antinomie éphémère qui devra se résoudre dans le progrès de la fraternité. D'ailleurs regardons le développement de l'histoire, nous constatons que le sentiment de justice gagne du terrain d'une époque à l'autre.

L'histoire ne serait pour lui « qu'une science déductive, rigoureuse, et une sorte de *morale logique*, dans la voie du progrès, vers un idéal de justice (2) ».

1. *Ibid.*, t. I, p. 97.
2. Pirou, *Synd. révol. et Proudhomisme*, p. 254.

Quant à la vérité de cette affirmation, nous pouvons facilement découvrir les progrès faits d'une civilisation à l'autre. Les antiques croyances païennes, appuyées sur la règle : « respecte-toi toi-même, ont aboutit par là au triomphe d'un égoïsme destructeur qui dut être comprimé ensuite par la force extérieure de l'état et de la religion (1) ».

Un peu plus tard la mentalité chrétienne par l'apologie de l'humanité a anéanti dans cette humanité tout sentiment de dignité.

L'idéal révolutionnaire, qui est la troisième étape du développement successif de l'idée de justice conciliera les deux extrêmes, complétant l'idée de justice par l'idée de liberté. Cela ne peut être réalisable qu'à la condition du progrès de la justice et de l'intelligence elles-mêmes. « Proudhon croit au progrès de la justice par le progrès de la liberté et au progrès de la liberté par le progrès de l'intelligence. Au commencement l'homme raisonne mal. Il lui arrive de tourner sa faculté de penser contre les fins de sa nature. Aussi l'instinct a fait l'homme social et le raisonnement a pu faire échec à cet instinct de sociabilité en violant la justice (2) ». En dépit de ses erreurs l'intelligence croit et le sentiment de justice

1. *De la Justice dans l'église et dans la révolution,* t. I, p. 2, 22 et s. q.

2. Turgeon, *Essai sur la conception de l'hist. et du progrès d'après* Proudhon, dans la *Revue d'éc. politique*, 1915, p. 248.

par cela même s'améliore. Le changement s'opère cependant dans les hommes, non pas dans la justice, qui reste infaillible (1).

Ainsi comme tous les utopistes du XVIII[e] siècle, Proudhon croit à la perfectibilité et à l'évolution continue vers le bien. Morelly et Brissot de Warville croyaient eux aussi à l'avènement de la justice et de l'égalité ; eux aussi conciliaient par leurs doctrines contractualistes et par celle du droit naturel, le besoin de liberté et celui d'égalité ; eux aussi croyaient que la condition primordiale de la perfectibilité est le progrès des lumières et de la raison. Devrait-il résulter de là que Proudhon ne fait que répéter des choses vieilles et banales et qu'il n'ajoute rien à la doctrine du progrès ?

Une théorie garde toujours un fond commun, indépendamment des différentes manières dont les auteurs la conçoivent. Ce fond commun nous le retrouvons chez Proudhon, sans que cela veuille dire qu'il n'y ajoute rien. Regardons de plus près sa grande œuvre : *De la justice dans l'église et dans la révolution,* qui est l'application historique de sa philosophie du progrès, et nous découvrirons la différence marquée qui existe entre sa manière et celle de ses devanciers.

a) D'abord il applique à l'étude du progrès et de

1. *De la Justice*, etc. III[e] étude. Cons. et Liberté cité par Tourgeon, *ibid.*, 249.

l'histoire la méthode dialectique de Hegel, inconnue jusqu'alors en France. Un Saint-Simon, un Fourier, un Pierre Leroux concevaient l'histoire plus ou moins sous son aspect empirique. Présentée de la sorte, l'histoire nous apparaît comme un amas amorphe de faits, d'événements ; elle nous apparaît comme quelque chose d'extérieur à la raison. Comme un monde à part où la volonté joue un petit rôle, laissant au hasard le soin de faire le reste. Proudhon est le premier, après Hegel, qui affirme l'identité de la raison et de l'histoire. « L'histoire n'est qu'un long raisonnement », dit-il assez souvent, comme une illustration de sa pensée.

Ainsi l'histoire est l'image concrète des éléments de la raison, la dialectique vivante d'une nécessité logique, l'exemple du processus rationnel. Dans sa conception, le passé est comme une sorte de syllogisme, destiné à amener une conclusion nécessaire. Raison et réalité sont une seule et même chose.

Par ces croyances, Proudhon attribuait au progrès la valeur d'une loi générale et à l'histoire celle d'une science déductive et parfaitement rigoureuse ; les accidents historiques sont en fonction d'une seule clef qui les explique tous.

Marx, déjà, lui reprochait cette manie de chercher dans toute chose une prénotion *a priorique*, au lieu de s'inspirer de la réalité des faits (1).

1. Sainte-Beuve, *Proudhon, sa vie et sa correspondance*, p. 121 :

En dehors de l'identité de l'histoire et de la raison, Proudhon désigne un second caractère de l'évolution historique, également emprunté à Hegel ; toute amélioration est le résultat d'une *lutte*, d'un combat entre des tendances contraires. Pareil au processus mental où les idées se heurtent entre elles, de même dans l'histoire les faits se trouvent dans une lutte dialectique : *une thèse* combattant une *antithèse* pour s'absorber finalement toutes deux en une *synthèse*. Séduit par cette méthode, Proudhon l'emploie partout ; il arrive même à faire l'apologie de la guerre dans son ouvrage sur « La guerre et la paix ».

Conséquent avec cette méthode il est tour à tour pour et contre la propriété, pour et contre la libre concurrence, etc., car en étudiant la thèse et l'antithèse il se rend compte de leurs défauts et de leurs avantages qu'il veut concilier en une solution supérieure et compréhensive.

L'idée de lutte est prédominante chez Proudhon. Souvent, non seulement il la constate, mais encore il

« L'histoire proprement dite bien qu'il l'eût étudiée dans le but et par tranches selon les coupes et les directions qu'il lui convenaient à une certaine heure, tenait fort peu de place chez cet esprit raisonneur, organisateur. La logique était tout : il s'était logé dans la tête un absolu de vérité, il méconnaissait l'éternel à peu près des choses humaines et la marche boiteuse des sociétés. »

Marx aussi caractérise cette méthode quand il dit : « qu'il est toujours en quête d'une idée *à priori* pour la solution de la question sociale au lieu de se borner à l'étude critique d'un mouvement historique qui produit de lui-même les conditions de l'émancipation (*Lettre au Sozial-dém.*, 1865).

la désire. Ainsi l'histoire ne serait que la lutte de difrentes tendances aboutissant à la victoire de la liberté et de la justice. « Ce qui rend la création possible n'est à mes yeux que ce qui rend la liberté possible : l'opposition des forces. C'est avoir une idée très fausse de l'ordre du monde et de la vie universelle que d'en faire un opéra. Je vois partout des forces en lutte, je ne découvre nulle part, je ne comprends pas cette mélodie d'un grand *Tout*, que croyait entendre Pythagore (1). » Au fond, la victoire de la justice c'est l'équilibre des forces, c'est-à-dire des libertés en lutte. Il n'est pas moniste dans sa conception du progrès, au contraire il est pluraliste, reconnaissant la multiplicité des forces, leur contact, leur opposition, en désaccord sur ce point avec les utopistes progressistes du XVIII[e] siècle, qui reduisaient tout à un principe unique.

Voilà la méthode de Proudhon, voilà son apport à la doctrine progressiste de son temps. Se réduit-il seulement à cela ? Beaucoup d'auteurs veulent lui en attribuer une seconde : celle d'avoir introduit le déterminisme économique dans l'histoire.

b) Il est vrai que si sa conception du progrès est surtout rationnaliste, il ne néglige pas pourtant le point de vue économique. Déjà Saint-Simon avait changé en quelque sorte le centre de gravité de

1. *De la justice dans l'église et dans la révolution*, t. III, p. 212.

l'évolution sociale, quand il posa comme condition du progrès, non seulement la propagation des lumières, mais encore l'abolition de la propriété et de l'héritage et avait chargé l'Etat de cette exécution. Inspiré de ce dernier et de l'école économique classique dans l'entourage de laquelle il vivait déjà en 1838; disciple de Ricardo, de Rossi et de J.-B. Say, qu'il appelait le « protoparens » de la secte et qui « lui a suggéré son théorème fondamental de l'échange » (1) ; d'Adam Smith qu'il déclare « son père spirituel », Proudhon introduit dans les discussions sociales le point de vue économique. Vivant à une époque où le capitalisme et l'industrialisme avaient pris un si grand essor et où l'économie politique commençait à être une science, en outre, en relations avec les socialistes qui avaient commencé à agiter le problème de la répartition du capital, il réfléchit sur l'équilibre social qu'il trouve en premier lieu de nature économique. De là vient son enthousiasme pour l'économie politique. Le cadre que les économistes classiques lui assignent lui paraît insuffisant, il veut lui donner une extension universelle. « L'économie politique renfermée depuis Ad. Smith dans le cercle restreint de la production, de la circulation des valeurs, du crédit, de la rente, de l'impôt, l'économie politique embrasse encore l'organisation de l'atelier et du gouvernement, la législation, l'instruction publique, la constitution de

la famille, la gérance du globe, elle est la clef de l'histoire, la théorie de l'ordre, le dernier verbe du créateur. Par ses aspects divers, elle touche à la psychologie, à la morale, à la science naturelle, à la médecine et à l'art, plus qu'aucune autre science, elle contribuera à la solution de ces vastes problèmes : qu'est-ce que l'homme ? D'où vient-il ? où va-t-il ? qu'est-ce que le mal, qu'est-ce que Dieu (1) ? »

Quoique influencé par l'école libérale, adepte fervent du libre échange et du libre contrat, il voit les limites et les conséquences néfastes d'un libéralisme exagéré. Il leur reproche (aux libéraux) un culte excessif de la liberté qui mène nécessairement à l'égoïsme.

« J'affirme en tant qu'homme du monde la liberté, je la veux et la revendique, mais elle ne me suffit pas. Je réclame en outre dans mes relations avec mes semblables de la vérité, de la mutualité, du droit (2). » Il dénonce le fait que « les malthusiens », comme il les appelle ; les adeptes de l'école classique, ignorent la solidarité sociale. Ils réclament une propriété et une concurrence au-dessus du droit.

Par cela ils arrivent à nier les intérêts collectifs. Devant ces exagérations il demande l'intervention de la justice et veut concilier le libéralisme et le socialisme. Pendant que le socialisme reste utopi-

1. *De la création de l'ordre dans l'humanité*, n° 534, p. 320.
2. *Premier mémoire sur la propriété*, I, 73.

que (il s'agit de Fourier et de Pecquer en 1840), l'économie politique se réduit à une routine. Ils doivent se corriger l'un l'autre. Le divorce, qui existe entre l'expérience réaliste de l'économie et l'idée rationnelle du socialisme doit cesser. « Lorsque les contradictions de la communauté et de la démocratie une fois dévoilées, seront allées rejoindre les utopies de Saint-Simon et de Fourier, le socialisme élevé à la hauteur d'une science, le socialisme qui n'est autre que l'économie politique s'emparera de la société et la lancera vers ses destinées ultérieures avec une force irrésistible. Ce moment ne peut pas tarder. » On le voit préoccupé de ramener le socialisme à la réalité, de lui donner une base positive par l'application de l'étude économique à la nécessité sociale (1).

Aucune des propositions offertes par les socialistes ne lui convient. Pour l'état invoqué par les socialistes centralisateurs, il a une grande méfiance. L'organisation économique étatiste, la centralisation excessive amènerait d'après Proudhon un regrès, un retour au régime féodal. Contre les communistes,

1. Il méprise ce socialisme qui n'est que « cette explosion de sensiblerie lamentable, qui a rendu le socialisme si fade aux esprits positifs et propage les plus absurdes illusions et qui fait tous les jours tant de dupes ». *Contradictions économiques*, t. I, p. 69 ou bien : « Fraternité » ? frères tant qu'il vous plaira pourvu que je sois le grand frère et vous le petit, charité ! je nie la charité, c'est du mysticisme..... parlez-moi de *doit* et *d'avoir*, seul criterium à mes yeux du juste et de l'injuste. *Ibid*, I, 228.

qui soutiennent avec Cabet et les Saint-Simoniens l'intervention de l'Etat, il prétend que ce dernier anéantirait la vie économique, retarderait la révolution sociale qui consiste d'après lui, on le sait, dans la suppression du pouvoir gouvernemental. Un révolutionnaire qui demanderait cela, serait en contradiction avec son propre idéal. « Quiconque pour organiser le travail fait appel au pouvoir a menti, parce que l'organisation du travail doit être la déchéance du *capital* et du pouvoir. » (1) L'idéal économique et social consisterait au contraire en « une diminution progressive et systématique de l'action gouvernementale, capitaliste et religieuse (2). »

L'*association*, elle non plus, ne jouit pas d'une plus grande faveur aux yeux de Proudhon. De même que l'Etat, elle n'est pas appelée à effectuer la révolution économique et sociale. Il se sert contre elle des mêmes arguments : l'atteinte à la liberté. Il montre les avantages du commerce et de l'échange qu'il considère comme étant des sources créatrices de richesse. Or dans l'association l'échange comme le commerce sont entravés (3). A ceux qui préten-

1. *Contradictions économique*, II, p. 311. Voir pour la critique de l'Etat et de l'autorité, *Idée générale*, p. 102-158.

2. Corresp., t. IV, p. 148 : l'association est de sa nature stérile, nuisible même, car elle est une entrave à la liberté du travailleur. « Voir aussi *Idée générale de révolution*, le chapitre : « Critique de l'association », p. 74-102.

3. *Idée générale de révolution*, p. 80.

dent que les ouvriers s'unissent parce qu'ils reconnaissent dans l'association une union de forces, on peut répondre que l'ouvrier ne le fait jamais de son plein gré. De plus, il ne résulte nullement que cela amène unep lus grande facilité de travail ; « l'association par elle-même n'a aucune vertu organique ou productive, rien enfin qui à l'exemple de la division du travail ou de la concurrence rende le travailleur plus expéditif et plus fort, diminue les frais de production, tire d'éléments moindres une valeur plus considérable ou qu'à l'exemple de la hiérarchie administrative offre une velléité d'harmonie et d'ordre (1). Néanmoins il ne nie pas les avantages de l'augmentation des forces par l'association. Comme preuve, nous la trouvons recommandée un peu plus tard dans son ouvrage sur *La capacité politique des classes ouvrières*, aux travailleurs comme moyen de lutte contre le capitalisme. Il établit cependant une distinction entre « l'*union des forces* » et « l'*association* ». La première laisse l'homme libre. « Les vraies forces économiques sans enchaîner l'homme à l'homme, laissent au producteur la plus entière liberté, allègent le travail, le passionnent, doublent son produit, créent entre les hommes une solidarité qui n'a rien de personnel et les unissent mieux que toutes combinaisons sympa-

1. *Ibid*, p. 89.

thiques et tous les contrats. » (1) L'association, au contraire, établit une sorte de promiscuité esclavagiste, où chacun dépend de tous.

« Dans l'association tous répondent pour tous, le plus petit est autant que le plus grand, le dernier venu a les mêmes droits que le plus ancien. L'association nivelle toutes les inégalités. De là la solidarité de la maladresse comme de l'incapacité. » D'ici sa sévérité pour le fouriérisme : « c'est la plus grande mascarade du siècle », de même que pour les « statolâtres ». Nous savons qu'à la place de l'association et de l'Etat, Proudhon, inspiré du libéralisme économique propose son mutuellisme qui n'est autre chose que l'idée de libre échange mitigée par l'idée de solidarité et de contrat qui chez lu se confond, nous l'avons vu, avec l'idée de justice. Le fond de sa doctrine reste, pourtant, celui de l'économie classique.

* * *

Telle est la conception que Proudhon se fait de l'évolution sociale. En résumé, elle se réduit aux éléments suivants : en premier lieu une croyance forte dans la perfectibilité par le progrès de la raison et des idées, croyance empruntée au XVIII[e] siècle, sur laquelle vient se greffer, par l'idée de lutte et celle

1. Cité par Turgeon, art. cité.

de l'identité entre la raison et l'histoire, une dialectique hégélienne ; en second lieu une grande prédilection pour la science économique qu'il veut introduire dans la vie des sociétés. Ainsi sa conception du progrès et de l'histoire est mixte : idéologique et économique en même temps. Le point de vue économique est au second plan : il est subordonné au premier. En effet, partout les efforts économiques sont soumis dans son œuvre au contrôle de l'*idée de justice* qu'il considère comme la loi la plus générale de l'univers. Elle préside à l'équilibre des forces sociales à la conciliation de la liberté et de l'égalité ; l'échange et le contrat.

Pourtant, grand nombre d'auteurs rapprochent la philosophie de l'histoire de Proudhon de celle de Karl Marx. Dans l'œuvre de ces deux écrivains, il y aurait un point commun sur la conception qu'ils se font du matérialisme historique (1).

Il est vrai que quelques textes sont assez clairs à ce sujet. Parmi eux les uns veulent prouver la prépondérance des facteurs économiques sur les autres facteurs sociaux.

« L'économie politique est la reine et la dominatrice de l'époque. L'économie sociale, divinité peu connue, mène le monde (2). »

1. M. Bourguin, *Des relations entre Marx et Proudhon* dans la *Revue d'éc. politique*, 1893, et Pirou, *Proudhonisme et marxisme* dans *Proudhon et notre temps*, 1921, et Turgeon, art. cité.

2. *Idée générale de Révolution*, p. 314.

Autre part il veut en faire « une science mère, rectrice, parce que comprenant dans leur généralité tout un ordre de faits, elle préexiste à ces mêmes faits qu'elle gouverne (1) ». Son enthousiasme va si loin, qu'il la divinise, l'idéalise, et à cause de cela même, elle cesse d'être une science des intérêts matériels ordinaires. En voulant mêler l'économie politique à la religion, à la famille, à l'atelier, « il fait perdre son contact avec la terre et s'élever au-dessus des instincts matériels. Comme le dit très bien Turgeon : « d'où il suit qu'interpréter l'histoire par une économie ainsi comprise, c'est idéaliser, spiritualiser le cours des choses (2). »

D'autres textes indiquent mieux encore l'influence de l'économie sur l'histoire. Dans un passage cité par Droz, nous trouvons même une explication économique de la religion. « Si l'antique religion, si les systèmes rebattus de la philosophie, si les anciennes constitutions politiques, si la routine judiciaire, si les vieilles formes de communauté et d'association, aussi bien que de littérature et d'art, n'ont été que des formules particulières de l'état maternel de société, n'est-il pas évident que cet état venant à changer, en d'autres termes l'économie politique étant révolutionnée de fond en comble par le changement de rap-

1. *De la création de l'ordre dans l'humanité*, n° 502, p. 484.
2. Turgeon, article cité.

port entre les deux grandes forces de la production, le travail et le capital, tout change dans la société, religion, politique, littérature et art » (1). Ce passage dans toute la doctrine de Proudhon il est peut être le seul. Mais une doctrine n'appartient-elle pas à celui qui la soutient le plus, qui la répète jusqu'à l'obsession, même si ce n'est pas lui qui l'a découverte ! Or toute l'œuvre de Proudhon est dirigée contre cette interprétation trop générale du passage cité ci-dessus. En premier lieu son *moralisme*. Tandis que Marx considère la moralité comme un *épiphénomène*, pour Proudhon elle est d'une importance première. D'une sévérité presque puritaine, il

1. Article publié dans *le Peuple*, 1848. Cité par Droz. Voilà encore un autre texte :

« En dépit de leur majesté d'apparat, les fonctions politiques jouent un rôle bien moins essentiel que les fonctions économiques. Avant de légiférer, d'administrer, de bâtir des palais, des temples et de faire la guerre, la société travaille, laboure, navigue, échange, exploite les terres et les mers. Entre les fonctions économiques et les fonctions politiques, il existe un rapport analogue à celui que la physiologie indique chez les animaux, entre les fonctions de la vie organique et les fonctions de la vie de relation ; c'est par celle-ci que l'animal se manifeste au dehors et remplit sa mission entre les créatures ; mais c'est par les autres qu'il existe et tout ce qu'il fait dans sa liberté d'action n'est à vrai dire qu'une conclusion plus ou moins raisonnée de ses puissances primordiales (*Capacité politique des classes ouvrières*).

Ou bien : « Toute philosophie, toute religion est l'expression métaphysique ou symbolique de l'économie sociale. » *Confession d'un révolutionnaire*, p. 214.

Voir autres textes dans Muelberger, *Proudhon, s. Werken und Leben*, p. 58-59 et K. Diehl, *Proudhon, sein Leben und Werken*.

exige la fidélité dans le mariage, la prudence en amour et la correction dans les rapports familiaux. Même la révolution est pour lui une œuvre morale. « La révolution, dit-il quelque part, c'est le monde moral nouveau qui travaille à se substituer au monde de l'église, au monde moral ancien (1). » L'idée de justice, qui est à la base de son système, est une idée morale, et comme l'a très bien remarqué Pirou : « Pour lui la question morale n'est pas une question sociale, c'est, dirait-il presque, la question sociale qui est une question morale (2). » Maintes fois il recommande à la classe ouvrière la chasteté et la simplicité de la pauvreté. G. Sorel qui se déclare son disciple dira plus tard : « Le monde deviendra plus juste à mesure qu'il deviendra plus chaste. »

En second lieu, *son idéalisme*. La préoccupation d'expliquer par l'économie politique les mouvements sociaux est chez Proudhon subsidiaire. « Pour Proudhon *les faits* mêmes économiques n'ont d'intérêt que par les *idées* qu'ils découvrent. Et ces idées sont des idées éternelles en possession d'une valeur absolue (3). » En réalité l'économisme de Proudhon n'est pas plus accentué que celui de l'école libérale, dont les représentants eux aussi affirmaient la prépondé-

1. *Correspondance*, vol. VII, p. 350.
2. Pirou, *Syndicalisme*.
3. C. Bouglé, *La Méthode de Proudhon* (*Revue d'économie politique*, octobre 1910).

rance de l'économie politique et sa généralité comme science. Mais ni chez ces derniers ni chez Proudhon nous ne rencontrons le désir de l'extension de l'explication économique à l'histoire de l'humanité.

Tout ce que l'on trouve dans l'œuvre de Proudhon à ce sujet ce sont quelques opinions isolées ou quelques allusions vagues.

Ses explications économiques concernent le présent et l'avenir, non pas le passé. Elles ne prétendent pas faire de l'histoire le patrimoine de l'économie politique. Des idées et spécialement celle de progrès, voilà ce qu'il trouve à la base de l'évolution historique. S'agit-il d'expliquer l'idée de justice, ou même l'idée de progrès, alors, nous le voyons se méfier de toute explication utilitariste. « Proudhon ne renonce jamais à présenter au monde un idéal, tandis que la doctrine marxiste se contente de chercher à travers les faits le courant des forces. Pour lui, le fait le plus positif est tributaire de l'idée, la force la plus agissante est fille de l'idée (1).

Aussi Proudhon reste un idéaliste, pour qui le processus de l'évolution est dominé par la raison et l'idéologie. En Allemagne on lui a attribué la qualité de sentimental afin de l'opposer, d'une façon plus nette, au mécanisme rigoureusement systématique d'un Marx.

1. Turgeon, p. 363.

L'un reprochait à la société son injustice dans d'ardentes diatribes, l'autre constatait avec une indifférence toute scientifique le phénomène de lutte de classes.

Proudhon est un philosophe de l'histoire, imprégné de doctrines progressistes, de rationalisme hégélien, et qui fait de temps en temps de l'économie politique, toujours pour l'avenir, jamais pour le présent. Un raisonneur imprégné de l'idée que les sociétés évoluent en vue de la réalisation de la justice, que le progrès est lent et régi par des lois fatales prescrites par la logique. Si telles sont ses convictions générales alors son attitude militante dans la lutte politico-sociale de son temps, devra être celle d'un combattant paisible, d'un réformiste prudent qui ne voudrait pas forcer l'histoire parce qu'il se rend compte que cela est impossible ; d'un idéaliste, inspirateur des perspectives théoriques, qui devront se développer d'après les lois du progrès, en un mot ce que nous appelons de nos jours un « radical modéré ».

Ces constatations, nous aurons l'occasion de les faire en étudiant dans le chapitre suivant l'idée de révolution chez Proudhon, idée qui réflète sa position sociale.

CHAPITRE III

L'idée de Révolution chez Proudhon

Proudhon est-il un révolutionnaire, comme il se plaisait à le dire ? Avant de répondre à cette question il s'agit de s'entendre sur le sens qu'il faut attribuer à la notion de révolution.

Nous n'essayerons pas de donner une définition propre à ce phénomène social, entreprise qui exigerait un développement incompatible avec les préoccupations de cet ouvrage.

On a donné toutes sortes de définitions, en général les unes opposées aux autres. Les uns ont pris comme point de départ la violence (1). Pour ceux-ci une révolution est un état de psychologie exaspérée des foules, un état qui est accompagné de manifestations turbulentes. Il est inutile de nous arrêter à cette conception, car c'est un fait connu que beaucoup de révolutions se sont développées d'une façon paisible. D'autres écrivains s'inspirant des sciences

1. Voir Taine, *Origines de la France contemporaine*, 2 vol. *La Révolution* ; G. Sorel, *Réflexions sur la violence*; G. Lebon, *Psychologie de révolutions et la Revue française*, 1912.

biologiques, considèrent surtout la rapidité des transformations (1).

Ces derniers opposent la révolution à l'évolution : tandis que la première se développe d'une manière brusque, la seconde suit une courbe lente. Cette définition non plus n'est pas la bonne, car on connaît des révolutions radicales, comme celle par exemple de 1789, qui s'est effectuée petit à petit, et qui s'est préparée pendant de longs siècles. Nous n'employerons aucune de ces différentes acceptions. Ce qui nous préoccupera ce sera la réalité du mouvement social. Si nous observons empiriquement une arène de combat dans une société qui se trouve être à cette phase de transformation, nous remarquons : d'abord, *une classe*, possédant des droits, qui se dit la créancière de la société, ensuite *une tactique* que cette même classe déploie afin de conquérir le pouvoir politique. Il résulte de cette première observation que toute révolution présente deux caractères essentiels : une *lutte de classes*, et une *tendance à conquérir le pouvoir politique*. Nous allons étudier ces deux notions dans l'œuvre de Proudhon. Quelle est son attitude vis-à-vis d'elles, quelle est son attitude de théoricien militant ? Deux voies se présentent à nous : La première serait d'étudier *les actes* de Proudhon comme combattant

1. E. Reclus, *Evolution et révolution* ; H. Spencer, *Essai sur le progrès*.

socialiste. Mais cette voie est encombrée de difficultés. Chez Proudhon, nature complexe et instable, plus que chez n'importe quel autre, les actes sont contradictoires. Les circonstances peuvent souvent contraindre quelqu'un à agir contre ses convictions. L'activité d'un homme n'est pas toujours en grande conformité avec sa nature ; elle ne le reflète pas. Ce qui fait qu'en suivant ce chemin nous pouvions arriver à nous forger un Proudhon peu conforme à la réalité. Une seconde méthode serait d'étudier les idées du théoricien militant, c'est-à-dire les idées de Proudhon sur le mouvement social, sur la propagande et sur la lutte politique. Or toutes ces idées se résument à la *conception qu'il se fait de la révolution sociale*. Cette méthode nous semble présenter plus d'avantages. Les idées d'un combattant social sur la tactique qu'il faut suivre, sont le fruit de mûres réflexions. Elles présentent une continuité et une unité bien plus grandes que celles d'actes variés et contradictoires. Quelle est la tactique socialiste préconisée par Proudhon ? Est-elle en concordance avec l'esprit général de sa philosophie, que nous avons exposée ci-dessus ? En d'autres termes est-ce la tactique d'un progressite ou d'un révolutionnaire ? D'habitude les idées générales qu'un écrivain se fait du monde et de la société, influencent et en bien des cas, déterminent directement son attitude pratique.

Entre la philosophie de l'histoire exprimée par Marx ; dans sa doctrine du matérialisme historique, et son « manifeste communiste » où il encourage la lutte de classe, il y a comme un rapport de la partie au tout des prémisses à la conclusion. De même chez G. Sorel entre sa conception philosophique volontariste et l'apologie de la violence qu'il prêche aux classes ouvrières.

En parcourant l'œuvre de Proudhon nous rencontrons presque à chaque page l'épithète de révolutionnaire qu'il s'octroye, de même que la croyance que dans une révolution sociale qu'il attend et qu'il prédit tous les maux trouveront un remède.

Quelle est la signification des précédentes affirmations ? Y a-t-il un rapport entre elles et sa conception du progrès ?

Tâchons de répondre à ces questions en analysant l'idée qu'il se faisait des classes sociales et l'idée de la tactique à suivre pour la réalisation de son programme.

Les auteurs qui soutiennent que Proudhon avait une idée claire de la notion des classes sociales, se reflèrent à un passage de son livre sur « La capacité politique des classes ouvrières ». Mais ce passage est isolé dans l'œuvre de Proudhon et en contradiction avec tous ses autres ouvrages. En dehors de cela, tout ce que l'on peut prétendre après la lecture de ce texte c'est qu'il en avait une notion toute

rationnelle et formelle et que lorsqu'il s'agissait de l'appliquer à la réalité sociale elle devenait confuse.

Voici le passage dont il s'agit : « Pour qu'il y ait dans un sujet, individu, corporation ou collectivité, capacité politique, trois conditions fondamentales sont requises : 1° que le sujet *ait conscience* de lui-même, de sa dignité, de sa valeur, de la place qu'il occupe dans la société, du rôle qu'il remplit, des fonctions auxquelles il a droit de prétendre, des intérêts qu'il représente ou qu'il personnifie ; 2° comme résultat de cette conscience de lui-même dans toutes ses puissances, que le dit sujet affirme *son idée*, c'est-à-dire qu'il sache se représenter par l'entendement, traduire par la parole, expliquer par la raison son principe et ses conséquences, la loi de son être ; 3° Que de cette idée enfin posée comme profession de foi, il puisse selon le besoin et la diversité des circonstances, déduire toujours des *conclusions pratiques* (1). Ces distinctions répondent presque à la définition de la classe. Pourtant en ce qui concerne sa forme logique, rationnelle, elle est beaucoup inférieure à celle de Marx, qui est restée le type de la définition de la notion de classe.

Mais Marx s'était inspiré d'une réalité plus avancée

1. *La capacité politique des classes ouvrières*, p. 40. Plus loin il résume la même chose : « posséder la capacité politique c'est avoir la conscience de soi comme membre d'une collectivité, affirmer *l'idée* qui en résulte et poursuivre sa réalisation », p. 41.

au point de vue socialiste, des luttes de classe : le milieu ouvrier anglais de la première moitié du XIXe siècle. N'ayant pas devant les yeux un milieu ouvrier aussi développé à ce point de vue, Proudhon en fait une moins bonne.

Nous verrons si plus tard, lorsqu'il s'agirait de détails et d'applications à la réalité sociale, que sa définition ne restera pas tout aussi claire et nette. La citation ci-dessus fait partie de son dernier ouvrage. Pendant ce temps, le mouvement ouvrier s'accentuait de plus en plus. Les commencements de « l'internationale » s'affirmaient. Le chartisme en Angleterre et la révolution de 1848, avaient prouvé que les ouvriers avaient la conscience de leur classe. D'autre part, né et élevé dans la classe ouvrière, une partie de ses sympathies se dirigent vers elle : « ouvriers, travailleurs, hommes du peuple, l'initiative de la révolution vous appartient. C'est vous qui accomplirez cette synthèse ou composition sociale qui sera le chef-d'œuvre de la création et vous seuls pouvez l'accomplir (1). » Quelquefois on le trouve même prêchant aux ouvriers l'abstention de toute alliance avec les autres classes (2).

Voilà des conceptions qui jusqu'à un certain point pourraient nous le représenter comme un adepte fervent de la lutte des classes.

1. *Œuvres complètes*, II, 89-90.
2. G. Pirou, *Interprétations*, 155 ; *Capacité politique des classes ouvrières*, 184.

Mais parcourons aussi les autres œuvres de Proudhon : cette tendance manque absolument. En dehors de cela, si les définitions logiques, formelles de Proudhon, nous paraissent claires, cet esprit rationaliste est beaucoup plus confus et indéterminé quand il entreprend l'analyse de la réalité. Ainsi, nous nous rendons compte que la définition de Proudhon est un syllogisme gratuit, théorique, créé d'après les lois de la raison et que le grand mutuelliste n'avait pas une notion très claire des classes sociales. En premier lieu, comme le remarque très bien J. Müller, il emploie toujours le terme « *les classes ouvrières* » au lieu de « la classe ouvrière », ce qui fait soupçonner qu'il ne se représentait pas le prolétariat comme un corps homogène, unitaire, mais « comme un ensemble de groupements différenciés (1). En employant le pluriel vague, il n'est pas obligé de fixer les limites et les contours de la classe des travailleurs.

La même confusion règne entre ce qu'il appelle « la classe moyenne » « au sein de laquelle vit et s'agite l'esprit de liberté » et « la bourgeoisie », qui prétend maintenir à perpétuité les antiques rapports entre le capital et le travail (2). Pourtant pour Proudhon la

1. G. Pirou, *Interprétations*, p. 154 ; J. Müller, *L'idée de lutte de classe*, thèse 1911, p. 73. Il emploie quelquefois le mot encore plus vague « peuple ».

2. G. Pirou, *ibid.*, 155.

bourgeoisie n'est pas toujours la classe capitaliste issue de la nouvelle évolution de la technique, du machinisme ; elle est une classe de trafiquants et d'agioteurs. Celui qui avait écrit le *Manuel du spéculateur à la Bourse* la connaissait assez bien à ce point de vue. Il condamne la bourgeoisie pour ses défauts présents, mais passagers, pour cette manie de spéculer ; il ne lui reconnaît pas un vice organique de constitution directement lié à son rôle économique. Si elle renonçait à ce rôle de spéculation, elle cesserait d'être un danger et sa fusion avec la classe prolétaire serait possible. Pour Proudhon le conflit est surtout moral. C'est un accident éphémère résultant de la mauvaise organisation actuelle.

« L'opposition de la bourgeoisie et des classes ouvrières découle d'une impuissance de l'idéologie révolutionnaire, qui délivrant l'économie politique ne l'a pas organisée (1). »

Marx, assignait au prolétariat comme à la bourgeoisie des limites fixes créées par le machinisme et l'évolution capitaliste. Proudhon au contraire laisse des marges flottantes entre les uns et les autres. La frontière disparaît tout à fait entre les

1. G. Pirou, art. cité, 155 : « Il est absolument impossible de distinguer quel est pour lui le critérium de distinction entre ces deux expressions : bourgeoisie et classe moyenne, et il est probable qu'il ne l'a point nettement aperçu lui-même. En sens contraire, Berthod, *L'attitude Sociale de Proudhon* dans le *Bulletin de l'histoire de la révolution de 1848*.

camps, quand il invente une sorte de « classe tampon », la classe moyenne. Cette classe comprendrait les petits capitalistes qui ne peuvent vivre de leur propre capital parce qu'il est trop petit, les intellectuels, etc.

Pour cette classe qui en somme est celle dans laquelle il s'est développé et agrandi, il a toutes les sympathies, et il lui confie le rôle de réformateur futur. Après cela on voit qu'il méritait l'épithète « de petit bourgeois » que Marx lui décernait.

Mais l'indécision de Proudhon va encore plus loin. Maintes fois nous le voyons douter de la capacité des ouvriers à réaliser la révolution sociale. Il craint que « par l'insuffisance de ses vues et de son inexpérience des affaires », le prolétariat ne soit incapable de gérer le commerce et l'industrie supérieure et qu'il ne soit ainsi « au-dessous de sa propre destinée ». Ailleurs ses sympathies et son espoir vont directement à la bourgeoisie (non à la classe moyenne). « Les bourgeois furent en réalité les plus intrépides, les plus habiles des révolutionnaires. L'appel contenu dans la préface de son livre *Idée générale de révolution au XIX^e siècle* est adressée à cette classe. Ce sont eux qui ont fait la révolution de 1789, donnant la liberté au peuple (1) et détruisant le pouvoir de la monarchie. Ce sont eux aussi qui

1. *Idée générale de rev.*, p. 235.

feront la révolution sociale (1). « La révolution vous tend les bras, sauvez le peuple, sauvez-vous vous-mêmes comme faisaient vos pères par la révolution (2). »

Mais où la confusion de l'idéologie proudhonnienne vis-à-vis de la lutte des classes est encore plus apparente, c'est quand il préconise l'absorbtion de toutes les classes en une seule, de la bourgeoisie et du prolétariat dans la classe moyenne. En effet, la situation actuelle est une crise passagère due à l'inharmonie de l'état économique actuel.

L'idéal de la révolution sociale serait qu'il ne soit plus question ni de capitalistes ni de travailleurs. « La distinction actuelle entre les deux classes est un simple accident révolutionnaire. Toutes deux doivent s'absorber réciproquement dans une conscience supérieure (3). L'idéal socialiste et conciliant. Il veut la disparition des luttes sociales, en les remplaçant par une lutte universelle (4). Partout l'entente contractuelle. Il veut unir les villes aux villages : réconcilier la « Marianne des champs » et « la sociale des cités » (5).

1. G. Pirou, *Proudhonisme et syndic. révolutionnaire*, p. 333-336.
2. *Idée générale de rev.*, p. 3.
3. *Capacité politique de la classe ouvrière*, p. 51 ; *Mélanges*, 138, 159.
4. *Mélanges*, p. 74 et 55 : « la bourgeoisie et le prolétariat d'abord antagonistes, ne font qu'un. La victoire de l'une sur l'autre seraient le suicide de tous les deux. »
5. *Capacité*, p. 18.

Le défaut de précision dans la délimitation des classes et la propagande de la conciliation générale : voilà la théorie de Proudhon sur les classes.

Elle est en parfaite concordance avec sa conception idéologique de l'histoire et du progrès. Il ne voit à cause de ses convictions morales qu'une injustice passagère, facilement rémédiable dans un avenir de justice, et non pas comme Marx, la lutte fatale de deux camps inconciliables éternellement séparés par leur existence et leur origine économique mêmes. Proudhon reste dans le cadre des réformes morales, limitées par une philosophie de l'histoire, et où l'idéologie et la raison dictent tout. Par conséquent le postulat immoral d'une lutte indéfinie, entre des groupes séparés par de vulgaires intérêts matériels, ne pouvait trouver place dans sa doctrine.

Marx imprégné de froides constatations économiques, systématique jusqu'à l'obsession, matérialiste, dans sa conception du matérialisme historique, est pour la séparation, pour la lutte entre les groupes, qui séparés par des intérêts contradictoires ne pourront jamais s'unir.

Peut-être entre-t-il en ligne de compte d'autres causes encore qui expliquent la différence entre les deux théories. Proudhon a appartenu à toutes les classes : paysan, ouvrier, petit fonctionnaire.

Sa doctrine se ressent de la multiplicité et de la variété de ses professions. En dehors de cela, la

concentration capitaliste et la prolétarisation en France entre 1840-1860 n'offrait pas le même caractère qu'en Angleterre, où le machinisme avait déjà fait de grands progrès et que Marx avait étudié. Des milieux sociaux différents ont engendré des doctrines différentes.

* * *

Conciliant dans la lutte de classe, Proudhon est réformiste, en ce qui concerne *la tactique* à suivre pour la réalisation de la révolution. Traduit en justice comme instigateur à la suite de ses publications, il proteste en soutenant qu'il n'avait pas été compris, et qu'il n'avait jamais eu l'intention d'exciter à l'insurrection. Au contraire il a pour cette dernière une sorte de répulsion.

La violence lui est insupportable : « Révolutionnaires, nous le sommes, mais pas bousculeurs », disait-il. La révolution « à coup de fusil » lui régugne, « le sabotage », « la chasse aux renards » sont bons pour d'autres socialistes, mais non pas pour lui. Il s'apitoie sur les massacres de Juin. Il demande une révolution pacifique : « s'il appelle de ses vœux la secousse finale, c'est dans l'espoir que l'effort populaire fera tomber les branches mortes sans arracher l'arbre. » Il lui paraît plus urgent d'édifier que de détruire : « la société a moins besoin de

démolisseurs que de maçons. C'est un légalitaire (1). « Son anti-révolutionnarisme va jusqu'à l'anti-démocratisme. Il fait appel à l'autorité et l'admet dans son livre sur « La guerre et la paix ». Il fait de sévères réprobations à Mazzini, à Garibaldi, à Kossuth et à d'autres révoltés.

« Le plus remuant, le plus novateur des monarques fut toujours pour l'humanité le meilleur : j'en atteste Charlemagne, Louis XIV, Napoléon (2). » Il veut que la révolution se fasse de haut en bas, de l'élite à la foule : « par en haut, c'est la révolution par l'intelligence, l'initiative, par le progrès, par les idées ; par en bas c'est la révolution par l'insurrection, par la force, par le désespoir, par les pavés (3). » Ou bien : « en fait d'idées, d'opinions, de croyances, la priorité ne fut jamais aux multitudes (4). »

Enfin la médiocrité de la foule et de la démocratie l'irrite. « Ce qu'il y a de plus arriéré, de plus rétrograde en tout pays c'est la masse, ce que vous appelez la démocratie (5) ».

1. Turgeon. *Essai sur la conception de l'histoire et du progrès d'après Proudhon* dans la *Revue d'économie politique*, 1915, p. 239.

2. *De la création de l'ordre dans l'humanité*, nº 447-458, cité par Turgeon, p. 238.

3. Ou autre part : « le peuple abandonné à lui-même, c'est l'immobilité dans l'immensité, c'est l'océan dont le reflux emporte ce qu'a apporté le flux. Le peuple sait renverser, il ne sait pas fonder ». *Mélanges*, II, nº 81 et *Confession d'un révolutionnaire*, p. 34.

4. *Capacité*, p. 84.

5. *Correspondance*, t. V, p. 57.

Pour quel motif Proudhon ne glisse-t-il jamais sur la pente de l'insurrection ?

D'après ses propres aveux la révolution par la violence a deux inconvénients : elle est en contradiction avec son programme même ; elle est contraire à l'évolution de l'histoire.

La révolution violente est une négation de la légalité et du droit ; bien plus, de la liberté, c'est-à-dire la négation des idéals mêmes qu'elle veut réaliser dans la société. Pour les mêmes motifs il se déclare contre les préparatifs de cette révolution, c'est-à-dire contre le droit de *grève* et de *coalition*.

Le but que se propose toute coalition est de supprimer le libre échange et le libre commerce et de les remplacer par la contrainte. Par cela même elle détruit la seule qualité de l'économie présente : la liberté, qu'elle remplace par le despotisme du monopole. En effet, si la coalition accapare toutes les marchandises ou toute la production, le marché n'est plus libre mais forcé. En ce cas c'est la violation des garanties économiques (1). En dehors de cela, les coalitions comme les grèves tendent à la brutalité, elles détruisent la loi et l'ordre et tombent dans l'arbitraire ; « or une fois sur la pente de l'arbitraire, la démocratie ouvrière pas plus que le despotisme ne saurait s'arrêter (2) ».

1. *Capacité*, p. 334-336.
2. *Ibid.*, p. 343-344.

De là les exagérations violentes, le sabotage, les barricades et les massacres. Comme résultat, bien loin de profiter à la classe ouvrière, la grève amène une aggravation de son état, car elle augmente l'animosité des capitalistes qui pourront faire venir la main-d'œuvre étrangère, pourront fermer les ateliers, provoquer le chômage et en dernière instance recourir au gouvernement, à l'armée et à la police, pour étouffer l'émeute (1).

Les pages de son livre sur « la capacité des classes ouvrières », consacrée à la suppression de la violence, nous le montrent sous son véritable aspect : celui du parfait réformiste. Au fond, il se montre conséquent avec sa théorie du progrès, qui ne connaît pas de sauts brusques, « parce qu'il n'y a jamais de lignes tranchées et que vouloir accomplir la révolution par un saut, ce serait s'en ôter les moyens (2) ». La révolution doit être effectuée lentement « afin que l'évolution éternelle de l'humanité au lieu de se faire par vastes enjambées, s'accomplisse insensiblement et sans bruit (3) ».

Quand il prononce le mot « révolution » Proudhon sous-entend *amélioration*. Il ne croit pas à l'efficacité d'un changement régressif, aveugle : Ce ne sont pas dit-il, des révolutions, mais *des guerres*

1. *Capacité*, 345.
2. *Philosophie du progrès*, p. 53,
3. *Idée générale de révolution au XIX^e siècle*, p. 9. Pirou, *op. cit.*, 348 ; Muller, *op. cit.*, 76.

civiles. « Qui dit révolution, en effet, dit nécessairement progrès, dit par là même conservation, d'où il suit que la révolution est en permanence dans l'histoire et qu'à proprement parler, il n'y a pas eu plusieurs révolutions, il n'y a qu'une seule et perpétuelle révolution (1). » Aucun texte de Proudhon n'indique d'une façon plus expressive sa conception de la révolution. Pour lui il n'y a qu'une perpétuelle évolution. Or en ce cas la révolution ne peut être que permanente, car tout se transforme, se meut et change.

Telle est la conception d'un progressiste ou, si vous préférez, d'un réformiste. Entre révolution et évolution, il n'y a pas de différence. Les deux sont désignés en latin par le mot commun « motus », c'est-à-dire mouvement. Mais le changement est lent car chaque moment détermine le suivant. L'histoire et la révolution se confondent : elles ne sont qu'une seule et même chose. Voici une conception parfaitement hegelienne et en cela parfaitement proudhonniène. L'évolution historique peut être lente ou rapide, en tous les cas elle présente une parfaite *continuité*.

Nous retrouvons dans ses conceptions sur la révolution le reflet fidèle de ses idées sur le progrès analysées plus haut.

Ainsi l'attitude sociale de Proudhon, son pro-

1. *Mélanges*, I, 143.

gramme d'action comme militant, sont en parfaite concordance avec son idéologie progressiste. *La tactique de Proudhon socialiste est un chapitre du Proudhon philosophe du progrès.* « La révolution est le nom français de l'idée nouvelle ; la philosophie est son nom germanique ; que la justice devienne son nom cosmopolite, » dit-il, et en cela il n'est pas très différent des utopistes du XVIII[e] siècle.

Nous avons montré jusqu'ici l'étroite relation entre l'attitude sociale de Proudhon et sa philosophie du progrès.

Nous tâcherons de dégager la même physionomie de cette attitude sociale par l'étude de sa personnalité et de son tempérament, de même que par celle du mouvement social de son temps.

Si nous obtenons les mêmes résultats, nous aurons deux preuves en plus.

*
* *

Malgré toutes ses invitations à la légalité et à la paix, Proudhon tenait à être appelé « révolutionnaire ». « Moi comme révolutionnaire..., nous autres révolutionnaires, etc., sont des formules qu'il semble avoir une certaine prédilection à employer. En lisant sa correspondance avec attention, on a l'impression que cette épithète lui fait plaisir et qu'il l'emploie non sans orgueil. Mais, nous avons vu ci-dessus que

rien dans ses affirmations ne mérite ce qualificatif. Néanmoins, Proudhon a un tempérament agressif, impulsif, combatif. Son style est souvent celui d'un pamphlétaire, ses invocations sont violentes.

Comment expliquer cela ? Nous croyons qu'il faut faire la distinction entre deux tempéraments psychologiques, entre deux notions bien différentes, à notre avis : celle du *révolutionnaire* et celle du *révolté*.

Un révolutionnaire est avant tout *un homme d'action*, un propagandiste. Il descend parmi la foule, fait de la propagande, conspire au besoin, risque sa vie et sa liberté : par exemple un Blanqui. Au contraire, un révolté combat plutôt contre les théories. Sa révolte a quelque chose de livresque, de littéraire. Il ne connaît pas l'arène politique : le plus souvent il est un isolé, l'action et le mouvement lui répugnent. On peut ranger Proudhon dans cette dernière catégorie : « Proudhon n'était pas un homme d'action, il l'a dit à la fin de sa vie. Il n'était pas surtout un homme d'action concertée, pensant que le travail est avec l'amour, la fonction la plus secrète, la plus sacrée de l'homme. L'homme se fortifie par la solitude, il se décompose par la prostitution. Anarchiste et solitaire, ses habitudes sauvages ne se trouvaient à l'aise que dans un petit groupe d'amis ou de familiers (1). »

1. Droz, *P.-J. Proudhon*, p. 34.

Ainsi sa révolte est celle d'un intellectuel. Tant qu'il ne fait pas usage de l'action, ses appels même subversifs, restent inoffensifs comme tous les appels élaborés dans un cabinet de travail. « C'était un révolutionnaire en chambre qu'épouvantait la révolution des rues », nous dit un auteur qui a beaucoup fréquenté son œuvre (1). Sa combativité s'exprime surtout en paroles. Sa nature belliqueuse s'exerce quelquefois sous des prétextes futiles. Elle trouve un prétexte pour verser son trop plein. La révolte devient une sorte de sport. Il se reconnaît lui-même cette psychologie : « Moi aussi je suis un homme et ce que j'aime le plus de l'homme est encore cette humeur belliqueuse qui le place au-dessus de toute autorité, de tout amour ». Et l'auteur de cette citation ajoute : « De là ses éclats de voix et ses provocations, de là ses pugilats, batailles d'homme du peuple qui ne laissent pas de rancune et après lesquels on va boire amicalement avec l'adversaire. Il sentait sa force d'athlète. Il lui était agréable de la faire sentir (2). » Mais il y a des cas où ces attaques sont faites dans le but seul d'attirer l'attention, par vanité. Le besoin de jeter la poudre aux yeux est dû à ce même état d'esprit. « Voilà le procédé : c'est la bravade, le scandale, le paradoxe à outrance, tout ce qui peut faire sensation et piquer la curiosité publique. Il faut qu'on

1. Turgeon, art. cité, p. 239.
2. Droz, *P. J. Proudhon*, 1865-1909.

s'occupe de lui, qu'on connaisse les moindres détails de sa vie aux débuts, son pays de pauvreté ; plusieurs fois il recommence son histoire, qui se mêle en maints endroits à des expositions doctrinales, c'est un autobiographe incorrigible (1). »

Dans d'autres auteurs on trouve le même portrait (2). Par conséquent l'adresse violente qu'il a faite est due, d'une part à son humeur belliqueuse, d'autre part au besoin qu'il avait de se faire remarquer. Il n'était pas un homme réellement actif et sa violence se dépensait surtout en paroles. Proudhon présente encore une particularité qui fait de lui un *révolté* et non un *révolutionnaire*. Le révolutionnaire sert une cause unique vers laquelle convergent tous ses faits et gestes. Nécessairement sa conduite présente une parfaite continuité.

Les actes du révolté sont au contraire disparates. Il s'enthousiasme pour des causes diverses et toujours sa conduite manque d'unité — n'étant pas dirigée vers un but unique. Tel est Proudhon.

1. M. Bourguin, p. 181 ; esprit incohérent, tempérament non d'apôtre, mais de pamphlétaire, un isolé, un exentrique, p. 182.

2. Turgeon, art. cité, p. 238. A vrai dire il n'est violent qu'en paroles c'est que par-dessus tout, Proudhon aime et cultive l'outrance : l'enflure est son principal défaut. Il cherche et il trouve les formules à effets, les phrases à panaches. Ne lui demandez pas la mesure, le tact, le goût : le pamphlétaire aggravé du paysan frappe à coups redoublés, frappe à tort et à travers, s'acharnant sur ses victimes. C'est un brutal. Et cela même devait faire un pamphlétaire et aussi le plus fougeux, le plus puissant des journalistes.

Les motifs de son indignation sont très divers et infinis. Il se soulève tantôt contre la monarchie, ou la bourgeoisie, tantôt contre les abus de la libre concurrence, tantôt contre les communistes.

L'objet de ses révoltes est multiple, car leur source n'est pas dans un motif extérieur objectif, mais dans l'impulsivité et la combativité de sa nature. Ainsi de l'analyse du tempérament et de la personnalité de Proudhon nous arrivons à une conclusion identique à celle à laquelle nous sommes arrivé en analysant sa philosophie générale.

Proudhon n'est pas un révolutionnaire (1). Si nous analysons le mouvement social et les faits sociaux de son temps, et ne les trouvons pas assez mûrs pour inspirer une tactique révolutionnaire et un parti socialiste, alors la conclusion du réformisme progressiste de Proudhon s'appuie sur une nouvelle preuve.

1. « Sous le langage révolutionnaire de grand critique présenta des théories pacifiques, modérées, qui ne pouvaient guère effrayer les défenseurs de la société ». Weill, *le Mouvement social en France*, p. 360 ou : « Le grand écrivain révolutionnaire et anarchiste n'était au fond ni révolutionnaire ni anarchiste, mais un réformateur pratique et modéré. » Weill, *op. cit.*, p. 42.

CHAPITRE IV

Le mouvement social en France au temps de Proudhon

Nous appelons mouvement social les faits importants, d'ordre social, destinés à changer l'état de la classe ouvrière : législation sociale, mouvements révolutionnaires, campagnes de la presse, campagnes électorales, organisation ouvrière, etc. Cette énumération disparate peut se grouper facilement en trois catégories de faits : *l'état des ouvriers* et leur situation matérielle et morale, *le mouvement des opinions*, manifesté par l'esprit public, pour ou contre cette classe, et enfin *le mouvement politique*, comprenant la *situation des partis* politiques, leur but et leur tactique. A ces trois points de vue nous étudierons les faits sociaux au temps de Proudhon, faits qui auraient pu déterminer une certaine attitude sociale chez le grand mutualiste.

De 1864 à 1874 les ouvriers mutuellistes et modérés avaient tenu la tête du mouvement dans leur classe. Depuis 1868 un changement s'accomplit : tandis que le mutuellisme recule devant le communisme, la

méthode révolutionnaire qui semblait oubliée depuis quinze ans, est remise en honneur (1). La date de 1868 est indiquée comme terme ultime. L'époque antérieure à 1848 et jusqu'à 1868 est contemporaine à la doctrine de Proudhon. Entre 1846, date de l'apparition des *Contradictions économiques*, la première œuvre importante de Proudhon, et 1865, date de l'apparition de *la Capacité politique des classes ouvrières* qui est son dernier ouvrage, on peut placer les affirmations les plus caractéristiques de son œuvre : *Idée générale de Révolution*, parue en 1851, *Confessions d'un Révolutionnaire* 1849 et *De l'Idée de justice dans la révolution et dans l'église* parue en 1861.

Examinons la situation du prolétariat durant ces vingt années. La révolution de 1848 trouve les ouvriers mal préparés. Le pouvoir fut un instant entre les mains des représentants de cette révolution qui au lieu de mesures pratiques en vue du soulèvement matériel et moral formulent les prétentions les plus exagérées comme, le « droit au travail », les « ateliers rationaux », etc. Des idées vagues autant qu'ambitieuses préoccupent les législateurs. Par la suite, quand la commission du Luxembourg est dissoute, le prolétariat n'avait rien gagné sinon des espoirs utopiques. Son état est le même qu'avant

1. Weill, *op. cit.*, p. 114.

1848 sous Louis-Philippe. La révolution de 1848 passe comme un beau rêve qui ne laisserait pas de traces.

Entre un tableau de l'état des ouvriers, présenté par Villermé en 1849 à l'occasion d'un concours académique, et l'aspect de la classe ouvrière sous la seconde république et au commencement du second empire, décrit par Reybaud, qui avait fait des investigations dans les mêmes régions, l'amélioration n'est pas sensible. La misère maintient les ouvriers dans le même état d'inconscience. Aucune initiative un peu hardie dans l'esprit de gens dans la gêne. Quant aux paysans il ne peut pas en être question : travailleurs, attachés à l'empire, ils vivent loin de tout mouvement social, « ils ressemblaient à ces peuples heureux qui n'ont pas d'histoire (1) ». L'empire peut se maintenir grâce à leur bien-être (2). Néanmoins la grande révolution industrielle qui change l'aspect de la France peut être placée à cette époque. Les grandes découvertes, leurs nombreuses applications facilitent le développement des grands centres industriels du nord de la France ou des environs de Mulhouse. Grâce à ces perfectionnements capitalistes, les salaires augmentent beaucoup par rapport à ce qu'ils étaient avant 1848. D'après différentes statistiques nous remarquons une augmentation moyenne

1. Weill, *op. cit.*, II:

2. Ch. Andler : Préface du livre de Thomas sur le second empire. V. X de *l'Histoire socialiste de Jaurès*, p. IV

des salaires de toutes les professions de 10-40 o/o (1). Villermé nous donne une moyenne des salaires des ouvriers français en 1840 : 1,50-2,50 pour les adultes, 0,60-1,00 pour les femmes et 0,30-0,75 pour les enfants. Reybaud, qui fait une enquête trente ans plus tard, dans les mêmes régions, constate que les salaires sont de 3,50 pour les bons ouvriers, 1,25-1,50 pour les femmes et 0,75-1,20 pour les apprentis (2). Mais cette augmentation n'est qu'apparente, car elle est de beaucoup dépassée par la hausse générale des prix. Si les salaires augmentent de 10-40 o/o, la vie, d'après les aveux mêmes de Corbon, augmente de 55 o/o. Quant aux loyers, le même auteur les évalue en 1863 à 70 o/o. La délégation des ouvriers, qui devait représenter le prolétariat français à Londres en 1862 rapporte : « qu'il était surabondamment prouvé que le prix des objets de première nécessité avait augmenté d'un tiers depuis dix ans ». Le délégué des typographes précisait : « Depuis une douzaine d'années, le prix des loyers et des subsistances s'est accru d'au moins 50 o/o tandis que mon salaire s'est à peine élevé de 9-10 o/o, au total donc 40 o/o de diminution de bien-être (3). »

1. A. Thomas, *le Second empire*, Vol X de l'*Histoire socialiste de Jaurès*, p. 176.

2. E. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France*. Vol. II, p. 442-45. Pour plus de détails sur les salaires voir les tableaux authentiques publiés par A. Thomas, *op. cit.*, p. 171-79 ou bien Weill, *op. cit.*, p. 17.

3. A. Thomas, *ibid.*, p. 179.

Les budgets que les délégués des différentes corporations ont dressé soit en 1862 soit en 1867 prouvent de grands déficits. Un charretier gagnait annuellement dans 313 jours 1.251 francs à raison de 4,50 par jour et dépensait 1.698 francs ; le facteur de pianos 1.800 en 300 jours, à raison de six francs par jour et en dépensait 1.971 etc, etc... (1).

En de telles circonstances la misère était grande. A Paris, entre les quartiers aux maisons aérées et luxueuses, qu'on avait bâties au temps d'Hausmann et les faubourgs où les familles ouvrières vivaient entassées cinq dans une chambre, le contraste était très grand. L'état intellectuel laissait également beaucoup à désirer dans la classe ouvrière. Grand nombre d'entre eux demandaient l'enseignement gratuit. Duruy (2), ministre de l'Instruction publique, fervent défenseur de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire, se heurte à la mauvaise volonté du gouvernement, qui refuse les fonds nécessaires à la réalisation de cette réforme.

Les besoins d'instruction et de lumière étaient si grands chez le prolétariat qu'ils présentaient les

1. A. Thomas, *op. cit.*, p. 179.

2. Son rapport était motivé de la sorte : Le jour où l'on a mis le suffrage universel dans la constitution et la souveraineté dans le peuple, la libre concurrence dans l'industrie, les machines dans l'atelier et les problèmes sociaux dans la discussion journalière des ouvriers, on s'est imposé le devoir d'étendre par tous les moyens l'instruction et l'intelligence des classes laborieuses. Cite par Weill, *op. cit.*, p. 84.

caractères d'une question sociale. Weill dit : « nous sommes habitués aujourd'hui, quand nous parlons de réformes sociales, à désigner sons ce nom les réformes économiques; mais jusqu'en 1862, l'établissement de l'enseignement gratuit et laïque pour tous, complété par l'enseignement professionnel a été la première et la plus constamment renouvelée des revendications ouvrières (1). » Les ouvriers adultes étaient avides de lecture. Un éditeur publie à leur intention *le Panthéon des ouvriers*. L'un d'entre eux voulut faire paraître un journal intitulé *le Livre d'Or du peuple*, mais l'administration le lui interdit (2).

Partout le gouvernement étouffait les velléités intellectuelles de la classe laborieuse. Cette misère matérielle et morale n'était pas de nature à éveiller la conscience de classe. La révolution de 1848 ne leur avait même pas gagné le droit à la coalition. Malgré le discrédit qu'avait jetté sur lui la révolution de 1848, le compagnonnage, en dépit de ses querelles entre « dévoirants » et « gavots », et de son caractère mystico-religieux, continuait à se maintenir. Dans le petit nombre d'associations ouvrières qui existaient à cette époque-là toutes étaient des associations pour la production. Elles avaient apparu après 1848 à la suite de la propagande faite par

1. Weill, *op. cit.*, p. 47.
2. Weill, *op. cit.*, p. 85.

Buchez et Louis Blanc ; mais la méfiance des capitalistes, l'inexpérience de leurs fondateurs et l'hostilité du gouvernement s'unissent pour que ces élans ne deviennent pas des réalités. La journée du 2 décembre leur asséna le coup de grâce en les considérant comme suspectes. En province elles étaient tout simplement supprimées par les autorités. A Lyon le général Castellane les force à liquider en pleine prospérité.

A Saint-Etienne « la Société populaire » fut dissoute en 1852 d'une façon tout à fait arbitraire (1). Un sort meilleur fut réservé après 1859, aux « Chambres syndicales », organisées d'après le modèle de « l'union nationale » des patrons. Tolain, l'ami et le disciple de Proudhon, les défendait avec chaleur : « La chambre syndicale ouvrière, serait dans l'ordre économique et industriel, l'institution-mère de tous les progrès futurs (2). »

Les sociétés coopératives commençaient cependant à prendre un certain essor. La bourgeoisie, l'alliée des ouvriers, aux élections de 1863, les aident de son mieux. Elle offre des Sociétés d'aide et de crédit. Mais les ouvriers préféraient les chambres syndicales, qui leur permettaient de s'organiser et de mieux résister comme classe. Mais ils ne négligeaient pas non plus le mouvement coopératif. De sorte

1. *Ibid.*, p. 49 et Levasseur, *op. cit.*, p. 385
2. Cité par Weill, p. 74.

qu'en 1858 ils avaient plus de quarante sociétés dans les faubourgs de Paris, quoique un grand nombre d'entre elles ne comptassent que peu de membres et ne possédassent qu'un très petit capital.

L'une des plus importantes, laborieusement fondée par Davaud en 1857, comprenait à peine 19 ouvriers qui contribuaient chacun avec la somme d'un franc par semaine (1). Peu à peu, elles progressèrent, de sorte qu'en trois ans elles furent en mesure de distribuer plus de 20.000 francs de secours. Il y en eut de toutes les sortes : coopératives de consommation, de production, de crédit. Des journaux affectés à ce but, encourageaient ce mouvement. *L'Association*, parue en 1864 à Bruxelles, prit vite le nom de *la Coopération*. Une autre feuille dirigée par Vincard, *la Mutualité*, part du même principe. Les proudhonistes, qui voyaient dans la coopération un commencement de mutuellisme, facilitèrent eux aussi, de toutes leurs forces, ce nouveau mouvement. *Le Courrier français* fut fondé par Vermorel à cette intention (2).

Cependant, ces commencements d'association, n'aidaient que d'une façon tangentielle, indirecte, l'éclosion de la conscience de classe ; ils ne pouvaient pas donner au prolétariat l'organisation unitaire,

1. E. Levasseur, *op. cit.*, 374 et Weill, 49.
2. Weill, *op. cit.*, 81.

dont il avait besoin et qui fut effectuée plus tard par l'action syndicale.

Les syndicats professionnels sont faibles à leur début, comme nous l'avons vu.

Même après la loi de 1864, ils restent timides. Cette loi permettait en principe la coalition, tout en punissant sévèrement les menaces et la violence en vue d'obtenir une hausse des salaires (1).

On doit faire la même constatation pour les grèves. « L'inexpérience des prolétaires était grande ; on commençait le refus de travail à la légère, sans préparation, sans fonds de résistance, avec l'espoir que ce procédé nouveau donnerait sûrement la victoire ; ces premières grèves aboutirent le plus souvent à des échecs (2). » De plus les tribunaux et l'administration étaient disposés à une sévérité excessive à leur égard, de sorte que « parfois une simple entente tombait sous le coup de la loi (3). » Ainsi, en 1865, le tribunal de Saint-Etienne et ensuite la Cour d'appel de Lyon, condamnèrent pour association illicite, des ouvriers syndiqués, sous le motif « que l'association suppose nécessairement une organisation, tandis que la coalition n'exige qu'une entente fortuite et momentanée (4) ».

1. Levasseur, *op. cit.*, p. 333.
2. Weill, *op. cit.*, p. 7.
3. Levasseur, *op. cit.*, 333.
4. Weill, p. 72.

Quand les ouvriers demandaient la permission de s'associer, la réponse variait d'après les caprices de l'administration. Dans une ville de province une demande fut satisfaite et ensuite rejetée (1).

Les socialistes, eux non plus, ne poussaient pas les ouvriers à la grève et à la coalition.

Nous avons vu Proudhon aussi, se déclarer contre la grève et la coalition. Guéroult, qui passait pour révolutionnaire, prêchait aux ouvriers la paix, dans son journal *l'Opinion nationale*, afin, disait-il, de ne pas compromettre « une liberté nouvelle, contestée, suspecte ». Les patrons, d'autre part, envoyaient partout des plaintes, qui arrivaient jusqu'au Sénat, où, en 1865, Ch. Dupin, déclare que la hausse des salaires de Paris, due à la loi de la coalition, est la cause principale de la dépopulation des villages (2).

Toutes ces injustices n'avaient même pas la voix de la presse pour se faire entendre par l'opinion publique. *L'Opinion nationale* publie assez rarement des articles sur la question ouvrière. *La Tribune ouvrière* ne publiait pas d'articles politiques, militants, se refusant à toute propagande de coalition pour le simple motif qu'elle n'avait pas les fonds nécessaires à la caution. *Le Siècle*, de Léon Plée, restait un journal bourgeois, témoignant tout au

1. *Ibid.*, même page.
2. Weill, *op. cit*

plus quelque sympathie aux travailleurs. De même *l'Avenir*.

Dans ces circonstances, la classe ouvrière qui n'était pas encore bien différenciée de la petite bourgeoisie, à côté de laquelle elle avait lutté en 1789 et 1830, fut sollicitée par le prolétariat d'Angleterre et de Belgique, à fonder une internationale des travailleurs. L'idée d'une solidarité internationale existait même auparavant, sous la forme de réunions philanthropiques, desquelles est sortie la conférence de Genève, ou sous la forme de conventions commerciales des capitalistes qui cherchaient partout des relations et des débouchés, ou enfin sous la forme d'expositions universelles, comme celle de Londres, en 1858, où une délégation fut envoyée par les ouvriers français. A l'occasion de ces expositions, les ouvriers se connaissaient, échangeaient des opinions, confessaient leurs misères et leurs souffrances respectives.

En 1851, les patrons conclurent une convention commerciale en vue de réduire les salaires. En face de ce danger, les travailleurs serrèrent les rangs. Tolain, l'ami de Proudhon, pose les assises du premier groupement parisien; il part ensuite à Londres, prend contact avec les travailleurs anglais et au meeting de Saint-Martins-hall, participe à la fondation de l'association internationale des ouvriers. Tolain, Fribourg et Limousin furent nommés corres-

pondants pour la France. Ils étaient gagnés, d'autre part, à la politique mutuelliste, proudhoniste. Ainsi, de retour à Paris, ils furent suspectés par les blanquistes et par d'autres groupes révolutionnaires. En dépit de toutes les accusations, venant de ceux-ci, ils déclarèrent vouloir fonder une Société d'études et « non pas une nouvelle *charbonnerie* ».

On reconnaît, cette fois encore, la politique pacifique des Proudhoniens. Elle fut poursuivie encore au Congrès de l'internationale de Genève, où les blanquistes furent vaincus. Marx même, qui n'avait pas dans cette réunion l'influence qu'il eut plus tard, fut forcé d'accepter le programme pacifique, mutuelliste, organisateur des Proudhonistes (1).

Voilà l'état de la classe ouvrière au temps de Proudhon. Dépourvue d'organisation et d'unité, dans une grande misère matérielle et morale, incomplètement différenciée de la petite bourgeoisie. Cet état ne pouvait inspirer à Proudhon qu'une attitude réformiste prudente et pacifique. C'est pourquoi il se déclara contre la coalition, contre la grève, contre la violence, et à l'Internationale de Genève il fait proposer le mutuellisme.

Corbon (2), un ouvrier entré dans la vie politique, nous donne un tableau de la mentalité de la classe

1. Puech, *le Proudhonisme dans l'internationale*, thèse 1907, p. 7, 106, 113.
2. *Le Secret du peuple de Paris*, 1863.

ouvrière de son époque. « On doit distinguer parmi eux une classe inférieure, une classe moyenne et une classe supérieure. La première est inoffensive ou vicieuse ou offensive (criminels et voleurs) ; la seconde a peu d'initiative et peu d'exigences, elle comprend des ouvriers de province, laborieux et tempérés, des passagers qui épargnent pour retourner au pays. La classe supérieure aime le progrès sous toutes ses formes, elle saisit très bien le côté général des questions économiques et sociales (1). » Mais cette élite est peu nombreuse et ses revendications restent timides.

Cet état de choses nous explique la politique du second empire, cette politique de tutelle et de paternalisme vis-à-vis des ouvriers.

Nous savons que Napoléon III, dans sa lutte contre les royalistes et la grande bourgeoisie, s'appuyait sur les paysans et les ouvriers. Il témoigne, surtout à ces derniers, une grande sympathie. Un cousin de l'empereur, le prince Bonaparte, préside un congrès ouvrier, aidé par un ami, Armand Lévy, qui était engagé dans la politique des clubs secrets. Un important journal, *l'Opinion nationale*, fut fondé grâce à l'appui des souverains. Le peuple ne fut pas ingrat (2).

Lorsque le duc d'Aumale lança dans les ateliers

1. Cité par Weill, *op. cit.*, p. 45.

2. Voir en sens contraire, Ch. Andler : Préface au livre de A. Thomas, p. IV.

une brochure contre l'empereur, intitulée *une page d'histoire*, les ouvriers lui répondirent par une autre brochure : *Le peuple, l'empereur et les anciens partis* dans laquelle ils défendaient Napoléon et s'élevaient contre les orléanistes.

L'alliance entre l'empire et les ouvriers devint plus étroite encore, lors de l'exposition de Londres, où furent envoyés comme représentants 80 ouvriers français, sur l'initiative directe de Napoléon III. A leur retour il publient des rapports, qui sont peut-être les premières manifestations des désirs de la classe ouvrière.

Comme l'empereur entendait mener une politique de protection vis-à-vis du prolétariat, nous assistons à une époque de « socialisme d'Etat. » Et c'est pourquoi cette phase de l'histoire du socialisme est une des plus pacifique.

Voyons maintenant quel est le mouvement politique à cette même époque. Sous le second empire l'opposition est représentée par le républicanisme-bourgeois. Les ouvriers sont, pour la plupart, leurs alliés. La promesse des libertés démocratiques, le souvenir des luttes communes de 1789 et 1830 les unissaient.

C'est par une formule de résistance ouvrière, par une menace de grève générale que débute la politique républicaine bourgeoise d'Emile Girardin en

1851 (1). En 1863, à l'occasion des élections législatives, dans le but de montrer à l'empire son impopularité, la bourgeoisie fait appel aux prolétaires. Beslay, l'ami de Proudhon, demande l'admission des ouvriers dans les rangs des républicains, commandés par Carnot ; il réussit. Les ouvriers votèrent pour les républicains. Quelques ouvriers posèrent des candidatures de classe. Celle de Tolain par exemple. Mais en général le nombre des votes obtenu par les candidats du prolétariat fut très réduit (2), de sorte que la grande victoire remportée par les libéraux fut due en majeure partie aux travailleurs. Emile de Girardin félicitait ces derniers de n'avoir pas fait bande à part (3). L'année suivante, en 1864, quand il y eut à Paris quelques places vacantes *l'Opinion nationale* publia le *Manifeste des soixante* dans lequel un groupe de soixante travailleurs demandait des candidatures ouvrières. Quatre-vingts autres répondirent par « le manifeste des quatre-vingts ». Ainsi les prolétaires étaient divisés et le *Siècle* qui publiait le manifeste des quatre-vingts disait « que les castes doivent s'effacer devant les principes ». Nous voyons donc que politiquement non plus le parti socialiste n'existait pas. Le prolétariat

1. A. Thomas, *le Second empire dans l'Histoire socialiste de Jaurès*, p. 396 ; Ch. Andler, art. cité, IV.
2. Weill, *op. cit.*, 67.
3. *Ibid.*, même page.

dans sa lutte fusionnait avec la bourgeoisie républicaine. La conscience d'une existence propre ne pouvait pas être très nette dans cette classe.

Si nous examinons l'atmosphère créée par les publicistes qui s'occupent du prolétariat, le résultat que nous obtenons est le même.

La presse poursuivait, à ce moment, l'accord entre le capital et le travail. Les socialistes d'avant 1848 n'étaient plus à craindre. En effet, les Saint-Simonistes étaient pour la majorité dispersés, tandis que quelques-uns étaient entrés dans le gouvernement impérial (1). Cabet et ses amis étaient en Amérique occupés de l'organisation de leur Icarie ; les fouriéristes attendaient toujours le capitaliste qui mettrait à leur disposition les fonds nécessaires à la réalisations de leurs plans.

Les autres publicistes prêchaient la conciliation du capital et du travail. « La plupart semblaient s'être donné le mot pour aider à l'œuvre de pacification pour réagir contre les doctrines dangereuses de 1848, presque tous combattaient le socialisme (2). »

Auguste Comte, parmi les autres, en dépit de sa philosophie humanitaire, réservait aux salariés un avenir assez médiocre. Le salariat continuera « la rétribution des services des travailleurs restera livrée aux décisions privées des entrepreneurs ». Il exige une

1. Charléty : *Histoire du Saint-Simonisme*.
2. Weil, *op. cit.*, 19.

éducation préparatoire qui puisse combler l'insuffisance intellectuelle des ouvriers qui « purifiés de toute disposition anarchique, respecteront et feront respecter un classement social dont ils sentiront les bienfaits continus ». En fait de relations entre patrons et ouvriers il recommande à ces derniers « une soumission habituelle toujours ennoblie par le respect et souvent émanée de l'attachement ». Quant aux révolutionnaires, « il faut les regarder comme les principaux ennemis de la foi nouvelle ». Le Play est tout aussi conservateur. Attiré vers les ouvriers il en fait une étude détaillée dans son livre : *Les ouvriers européens*.

Mais il part d'un principe traditionnel : il pose les assises de la société dans la famille et dans l'esprit de famille.

Il attend l'amélioration de l'état du prolétariat de la classe dominante.

Tous les républicains, en outre, demandent l'éloignement des utopies dangereuses du socialisme et font un appel chaleureux à tous ceux qui veulent lutter pour la démocratie.

Ledru-Rollin écrit à Kossuth pour lui rappeler que le temps des utopies est passé et que tous les efforts doivent converger vers l'avènement de la démocratie nationale.

Aucune époque ne fut plus pacifique que celle du second Empire.

Ainsi L. Reybaud pouvait dire avec raison « que le socialisme est mort et que parler de lui c'est faire oraison funèbre » ; de même Proudhon : « le temps des révolutions est depuis longtemps passé ».

CONCLUSION

Tout système socialiste comprend au moins deux élements: un programme des transformations futures et une tactique à suivre. Dans le présent travail nous n'avons étudié que le second élément, c'est-à-dire la politique pratique, la tactique ; nous l'avons étudiée chez l'un des plus commentés réformateurs du XIX^e^ siècle et nous sommes déjà arrivé à la conclusion que Proudhon n'était pas du tout un révolutionnaire. Il n'était même pas un homme d'action. Méprisant le pouvoir politique qu'il trouvait aussi inutile que dangereux, il reste en dehors de toute activité politique. Le remède ne pouvait venir d'après lui par cette voie. Il trouvait la politique négative, destructive. Or, son idéal était de construire. De même que Fourier il voulait commencer par l'organisation d'institutions modèles et attendait comme l'autre le capitaliste qui devait lui fournir les fonds nécessaires.

Proudhon était-il du moins socialiste? Un socialiste n'est pas nécessairement un révolutionnaire. Les Saint-Simoniens, de même que Pecqueur et Cabet, étaient pour la socialisation des biens, effec-

tuée d'une façon pacifique. Leur tactique était basée sur l'auto-conviction des classes possédantes qui de leur propre initiative devaient abandonner certains privilèges. Nous voyons qu'ils étaient loin de toute instigation ou invitation à la révolution.

Mais alors, si le caractère d'un réformateur n'implique pas nécessairement celui de révolutionnaire, nous pouvons nous demander si Proudhon l'était.

Rien, dans son attitude, ne nous le montre sous cet aspect.

D'abord l'animosité et le mépris qu'il a pour les socialistes.

Aucun de ceux de son temps ne lui plaît.

Presque tous les socialistes d'avant 1848 formaient des écoles, groupaient des disciples. Sans parler des Saint-Simoniens, parfaitement organisés en un collège, sous la direction de Bazard et d'Enfantin, ou de Fourier qui sans compter V. Considérant réunissaient un certain nombre d'adeptes, Cabet même avait ses admirateurs.

Proudhon est le seul qui reste assez isolé. Si Tolain ou Fribourg lui témoignaient une certaine amitié, c'était plutôt une sympathie personnelle et non pas politique.

Or un socialiste qui poursuit la réalisation d'un programme, non seulement doit s'entourer d'adeptes mais encore lui-même doit-il se soumettre à la discipline d'un parti.

Au contraire, Proudhon, loin de se faire des amis, ne fait qu'accuser et injurier tout le monde, et particulièrement les socialistes : « Les Saint-Simoniens ont passé comme une mascarade », « le système de Fourier est la plus grande mystification du siècle », Louis Blanc « a empoisonné les ouvriers par des formules absurdes », les communistes le dégoûtent complètement : « Loin de moi communistes, votre vue m'est une puanteur et votre présence me dégoûte. »

Enfin autre part il déclare : « le socialisme n'est rien, n'a jamais rien été, ne sera jamais rien. »

Un autre point de désaccord entre Proudhon et les socialistes consiste en ce que les socialistes poursuivent en premier lieu une autre *répartition* des biens. Ainsi les Saint-Simonistes, Pecqueur et d'autres encore, veulent abolir la propriété et instituer comme unique propriétaire l'Etat.

Les collectivistes ne réclament la centralisation que pour les moyens de production. Les associationnistes accordent le premier rôle dans la répartition à l'association. Nous voyons donc que tous se préoccupent d'assurer à la société une meilleure répartition.

Proudhon est le seul qui rejette l'idée d'une telle transformation. Tout ce qu'il demande c'est une modification de la *circulation*. Le mal ne proviendrait pas d'une distribution inégale des richesses, mais

d'un mauvais fonctionnement dans leur échange.

« Le problème difficile qui se pose c'est non de détruire les forces économiques existantes, mais de les *équilibrer*. Il ne s'agit pas de supprimer ces véritables forces économiques qui sont la division du travail, la force collective, la concurrence, le crédit, la propriété même et la liberté, mais, au contraire, de les *conserver*, tout en les empêchant de nuire. Or les socialistes ne songent qu'à les détruire (1). »

Au point de vue socialiste, la mauvaise circulation n'est pas le seul défaut de l'organisation sociale actuelle. Aussi, l'équilibre de l'échange leur paraît-il insuffisant. Il n'y a pas de progrès possible en dehors d'une meilleure répartition.

Enfin, Proudhon s'éloigne encore de l'idéal socialiste par sa profonde méfiance envers l'Etat, envers toute tendance de centralisation, de socialisation. On a vu à quel point il était convaincu de la nécessité de la liberté et à quel point il méprisait les « statolâtres ».

Cependant même un écrivain qui ne partagerait pas les opinions socialistes sur la répartition des richesses mériterait ce nom, si sa préoccupation constante était l'amélioration et le bien-être de la classe ouvrière, de « la classe la plus nombreuse » comme le disait Saint-Simon. On sait combien les sympa-

1. Gide et Rist, *Histoire de doctrines* : Proudhon et la rév. de 1848, p. 346.

thies de Proudhon ont varié à ce point de vue. Par conséquent, il ne lui reste presque rien d'un socialiste. S'il fallait le placer quelque part dans l'histoire des doctrines ce serait plutôt parmi les représentants de l'école libérale, car le fond de sa pensée est en quelque sorte l'idée de libre échange et de libres transactions commerciales. Cependant il n'est pas un pur libéral puisqu'il entend corriger les exagérations de l'école. Il veut tracer des limites à l'individualisme exagéré par une généreuse préoccupation de justice sociale. Il ne combat pas l'organisation capitaliste mais ses abus. Son mutuellisme lui semble satisfaire à cette double préoccupation : la liberté est respectée, mais ses abus sont écartés par l'interdépendance des individus.

Ainsi par une formule générale nous pouvons appeler Proudhon un *individualiste dépendant*, qui avait en outre quelques sympathies pour la classe ouvrière.

Il fait partie de ces réformateurs sociaux du siècle passé qui oscillent toujours entre la liberté et l'égalité et que ce dualisme obsède. Ils s'ingénient à le dépasser par une synthèse supérieure.

Malgre toutes les affirmations contraires des socialistes, le socialisme est, historiquement, l'allié et l'héritier de la démocratie bourgeoise. Les deux ont la même origine : la destruction de l'ancien régime ; tous les deux sont alliés dans la première moitié

du siècle passé, contre l'absolutisme politique.

Plus tard la scission s'effectue, chacun suit sa propre destinée, et par l'évolution économique et industrielle ils deviennent des ennemis implacables. Au temps de Proudhon cette différenciation ne s'était pas encore effectuée. Par conséquent, il flotte entre ces deux politiques, à la fois avantageuses et désavantageuses à ses yeux.

Il sert pourtant indirectement le socialisme. Journaliste infatigable, pamphlétaire impressionnant, il réagit sur l'opinion publique par les critiques apportées aux exagérations de l'école libérale et par là il précipite le discrédit dans lequel devait tomber plus tard cette école. Par l'idée de justice il entretient dans l'esprit des ouvriers qui le lisent l'espoir en des temps meilleurs et ne laisse pas s'éteindre la flamme de l'idéal égalitaire.

Enfin, par la sympathie qu'il témoigne à la classe ouvrière en un temps où celle-ci était considérée comme étant un état d'inorganisation complète d'incapacité juridique et politique, il attire l'attention sur ce point que dans l'économie future, il faudra tenir compte de ce facteur essentiel qui commençait à se réveiller et dont le sort devait être beaucoup amélioré. Ce sont là des mérites, qui quoique n'étant pas ceux d'un socialiste ou d'un révolutionnaire n'en sont pas moins à retenir.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

BIBLIOGRAPHIE..... 5

INTRODUCTION : résumé et aperçu général des matières. 9

PREMIER CHAPITRE. — *Interprétations différentes de l'œuvre de Proudhon* :..... 15

Diversité et complexité de l'œuvre de Proudhon..... 16

Opposition des interprétateurs qui n'étudient que des textes isolés..... 17

Les marxistes font de Proudhon un « petit bourgeois réactionnaire » (critiques de cette interprétation). 18

Les syndicalistes révolutionnaires le déclarent leur précurseur; critique de cette opinion..... 20

Pour pouvoir dégager l'attitude sociale de Proudhon il faut voir d'abord quelle est sa philosophie générale, quelle est « l'idée maîtresse » qui le conduit et dont la politique pratique n'est qu'une conséquence. Nous croyons avoir trouvé cette idée dans la notion de « progrès »..... 22

DEUXIÈME CHAPITRE. — *L'idée de progrès dans l'œuvre de Proudhon*..... 23

Ce qu'est le progrès d'après Proudhon..... 26

Histoire de l'idée de progrès avant lui..... 27

Le progrès consiste dans l'affirmation de l'idée de *justice* et de *liberté*..... 28

Idée de liberté, qu'est-ce qu'il entend par liberté..... 30

L'abus de la liberté fait intervenir la justice. Ce qu'il entend par l'idée de justice..... 30
Histoire de l'idée de justice d'après lui..... 32
Parenté de Proudhon et des utopistes du XVIIIe siècle.. 34
Ce qu'il ajoute en plus à cette idée : la dialectique hégélienne..... 35
Et le point de vue économique dans l'interprétation du progrès..... 37
Il ne s'entend pas avec les socialistes..... 39
Il est contre l'Etat et contre l'association..... 41
Proudhon est-il le fondateur du matérialisme historique?..... 43
Textes à l'appui de cette thèse..... 43
Arguments contre cette affirmation : la moralité et l'idéalisme de Proudhon, sa conception idéologique de l'histoire..... 46
TROISIÈME CHAPITRE. — *L'idée de révolution dans l'œuvre de Proudhon*..... 50
Proudhon est-il un révolutionnaire?..... 50
Qu'est-ce qu'il faut entendre par révolutionnaire : diverses définitions..... 50
Dans chaque révolution il faut distinguer deux éléments : *une lutte de classe* et une *tactique violente* pour conquérir le pouvoir..... 51
L'idée de révolution exprime l'attitude sociale et politique de Proudhon..... 52
Opinions de Proudhon sur la lutte des classes : il n'a pas une idée claire des classes sociales..... 53
Opinions de Proudhon sur la tactique à suivre : il est contre les changements brusques et violents. Il se déclare contre la grève et la coalition..... 61
L'idée qu'il se fait de la révolution est la conséquence de sa philosophie progressiste qui n'admet pas que la société puisse faire des sauts brusques. Il est un réformiste modéré..... 64

Le tempérament de Proudhon est celui d'un *révolté* et non pas d'un *révolutionnaire*..... 66
Distinctions entre ces deux notions..... 67
Le révolutionnaire est un homme d'action..... 67
Il agit en outre avec un esprit de continuité..... 69
Rien de tout cela chez Proudhon : il est isolé et contre l'action..... 70
Quatrième chapitre. — *Le mouvement social au temps de Proudhon*..... 71
Le mouvement des faits sociaux contemporains de Proudhon fait mieux comprendre son attitude réformiste..... 71
Etat matériel de la classe ouvrière. Les salaires et les prix. Tableaux de Villermé et de Reybaud..... 72
L'état intellectuel : la réforme de Duruy..... 75
La loi contre la coalition. Défaut d'organisation de la classe ouvrière. Le mouvement coopératif : opinions favorables de Proudhonistes..... 77
Faible degré d'organisation, donc de conscience de classe..... 79
Débuts de l'internationale. Rôle des Proudhoniens au Congrès de Genève..... 82
Politique du second Empire envers les ouvriers : paternalisme et tutelle..... 83
Politiquement le prolétariat lutte à côté du républicanisme bourgeois : les élections de 1862 et le « manifeste des soixante »..... 85
Opinions de publicistes sur la classe ouvrière : opinions de A. Comte et de Le Play..... 86
La classe ouvrière n'a pas encore une conscience bien nette de son existence, elle n'est pas encore différenciée de la bourgeoisie. Ainsi l'attitude sociale de Proudhon était en étroit rapport avec le mouvement social de son temps. 87
Conclusion..... 89

Proudhon est-il un socialiste ?..... 89
Ses opinions à l'égard des socialistes : Fourier, Cabet, Saint-Simonistes. Il n'est pas un socialiste car il ne veut pas changer *la répartition* des biens comme les autres socialistes, mais seulement changer la *circulation*..... 91
Il est contre l'État et l'association..... 92
Le fond de sa pensée économique c'est le libéralisme complété par l'idée de justice et de contrat. Son mutuellisme. C'est un *individualiste dépendant*... 93
Pourtant il a rendu beaucoup de services à la cause ouvrière..... 94

Vu : le Président de la thèse,
AUG. DESCHAMPS

Vu : le Doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

Impr. H. JOUVE et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 5338-22